

i capitali colà dove ne occorre il bisogno; ed è con tale mezzo che potranno gli agricoltori far fronte alle strettezze in cui per avventura in alcune località pel fallito raccolto si trovino.

Spero perciò non vorrà la Camera ad altro tempo rimandar l'adozione di un provvedimento che produrrà così larghi frutti, e di cui mi riservo trattar più ampiamente quando si venga alla discussione degli articoli.

RELAZIONE SUL PROGETTO DI LEGGE CONCERNENTE GLI ATTUARI NON PROVVISI D'IMPIEGO.

TEGAS, relatore. Ho l'onore di presentare alla Camera la relazione relativa al progetto di legge per assegnamenti di

aspettativa da concedersi agli attuari non provvisi d'impiego. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1046.)

PRESIDENTE. Questa relazione sarà stampata e distribuita.

La discussione continuerà nella seduta di lunedì.

La seduta è levata alle ore 5.

Ordine del giorno per la tornata di lunedì:

Seguito della discussione del progetto di legge: Riforma della tassa degli interessi.

TORNATA DEL 5 MAGGIO 1856

PRESIDENZA DEL VICE-PRESIDENTE AVVOCATO CADORNA.

SOMMARIO. *Omaggi — Seguito della discussione generale del progetto di legge sulla tassa dell'interesse — Opposizioni del deputato De Viry — Parole in favore del progetto, del deputato Scano — Repliche del deputato Della Torre — Comunicazione del presidente del Consiglio della reggenza a lui affidata del dicastero degli affari esteri — Presentazione dei seguenti progetti di legge del ministro delle finanze: Spesa straordinaria pel prolungamento del molo nuovo al porto di Genova; Trasporto di spesa al bilancio 1856 per la costruzione di un faro nell'isolotto dei Cavoli in Sardegna; Maggiori spese, e spese nuove sui bilanci 1855 e 1856; Proseguimento dei lavori in corso nello stabilimento balneario d'Aix — Proposizione del ministro suddetto, d'invio di quest'ultimo alla Commissione già nominata, combattuta dal deputato Valerio, appoggiata dal deputato Menabrea, ed approvata — Ripresa della discussione — Osservazioni in favore del progetto del deputato Michelini G. B. — Opposizioni del deputato Chenal — Parole in difesa del ministro di grazia e giustizia — Osservazioni del deputato Isola — Chiusura della discussione generale.*

La seduta è aperta alle ore 1 1/2 pomeridiane.

CAVALLINI, segretario, dà lettura del processo verbale della precedente tornata ed espone il seguente sunto di petizioni:

6129. I notai Pietro De-Lorenzo, Gerolamo Palmas, Efisio Marini ed Efisio Manca, ex-attuari civili presso la Corte d'appello di Sardegna, sedente in Cagliari, ricorrono alla Camera per ottenere il pagamento dei nove dodicesimi dell'assegnamento già stanziato in loro favore nel bilancio 1855.

6130. Il sindaco del comune d'Arquata trasmette copia di verbale del Consiglio comunale tendente ad ottenere rievocata la nomina del titolare della gabella di sali e tabacchi nel luogo di Rigoroso, fatta dal Ministero in opposizione alle deliberazioni di quel Consiglio.

6131. Il vescovo di Saluzzo presenta copia di un ricorso firmato dai vescovi della provincia ecclesiastica di Terino, col quale, premesse alcune considerazioni sul progetto di legge per il riordinamento dell'amministrazione superiore della pubblica istruzione, invita la Camera a respingere tutte quelle disposizioni che attribuirebbero al Governo sui seminari maggiori e minori quei diritti che spettano esclusivamente ai ve-

scovi, e chiede inoltre che la nuova legge conservi inviolabile ed intera la libertà e l'indipendenza della Chiesa cattolica.

ATTI DIVERSI.

PRESIDENTE. La Camera essendo in numero, porrò ai voti l'approvazione del processo verbale.

(È approvato.)

Il segretario perpetuo della reale Accademia di Savoia, cavaliere L. Menabrea, fa un prezioso omaggio accompagnato dalla seguente lettera:

« Dans sa séance du 9 avril dernier, l'Académie royale de Savoie, désireuse de donner à la Chambre des députés une marque de son profond respect, a décidée de lui faire hommage d'un exemplaire des quatorze volumes de Mémoires qu'elle a déjà publiés, et de lui adresser tous ceux qu'elle sera dans le cas de publier ultérieurement. En m'empressant de vous envoyer ces volumes, qui vous seront présentés par MM. les membres de l'Académie qui se trouvent actuellement à

Turin, je vous prie de vouloir bien agréer l'expression des sentiments très-respectueux avec lesquels j'ai l'honneur d'être. »

È fatto parimente omaggio alla Camera d'un opuscolo dell'ingegnere Michela, intitolato: *Sul drenaggio ed altri miglioramenti agrari da introdursi in Piemonte.*

Saranno depositati nella biblioteca della Camera.

SEGUITO DELLA DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE PER LA RIFORMA DELLA TASSA DEGLI INTERESSI.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca il seguito della discussione generale del progetto di legge relativo alla riforma della tassa degli interessi.

Sono iscritti ancora sette oratori, quattro contro, e tre in favore.

La parola spetta al deputato De Viry.

DE VIRY. Messieurs, je ne dirai que quelques mots, car je ne savais pas d'être inscrit aujourd'hui. Mais puisqu'on m'accorde la parole, qu'il me soit permis d'ajouter quelques observations aux précédentes que j'ai déjà présentées.

J'avais demandé l'autre jour de parler pour répondre aux arguments que l'honorable rapporteur de la Commission a fait valoir contre mon premier discours; mais je l'ai cédée avant hier à mon honorable ami monsieur Arnulfo, et je pense que la Chambre aura su apprécier cette échange parce qu'elle a entendu un de ces excellents discours forts de logique et de raisonnement qui, malheureusement, se prononcent trop rarement dans cette enceinte.

Ainsi j'ai lieu de croire que quoique la Chambre m'ait su gré d'avoir cédé la parole à cet honorable orateur, elle voudra bien cependant m'accorder encore quelques instants d'attention, surtout que plusieurs des arguments que l'honorable rapporteur a mis en avant contre mon discours, méritent d'être réfutés, et sous plus d'un point de vue ne peuvent se soutenir.

La grande objection, messieurs, que l'on a faite à ce projet de loi qui a été développé par tous les orateurs qui l'ont combattu, c'est qu'il ne pourra véritablement jamais amener cette concurrence sur laquelle les fauteurs du projet ont basé toute leur argumentation pour le défendre.

En effet, ils ont dit que l'abolition du taux de l'intérêt amènera nécessairement une affluence de capitaux; que cette affluence causera une concurrence parmi les capitalistes, et qu'ainsi on pourra obtenir des capitaux à un taux inférieur à celui qu'on exige actuellement.

Je crois que cela n'est nullement exact, et que ce n'est au reste là qu'une simple hypothèse, une espérance dont la réalisation est encore bien vague même pour les plus ardents défenseurs du projet. Si nous considérons ce qui est arrivé dans les autres pays, et surtout en Angleterre, où le principe que je combats n'a été mis en vigueur que depuis deux ans, nous ne pouvons en tirer aucun argument de nature à nous faire porter un jugement positif.

Est-ce que les capitaux anglais, qui pouvaient trouver en France un placement plus avantageux, sont jamais venus se jeter dans ce pays? Non, sans doute; et cela par les raisons qui ont été fort bien développées dans la dernière séance par mon honorable ami monsieur Arnulfo; c'est que chaque capitaliste aime à placer son argent, même à un taux inférieur, mais pas trop loin de son propre domicile et le plus rarement possible dans un autre État; c'est que chaque créancier aime à voir

de près les affaires de son débiteur, pour pouvoir à chaque instant acquérir la certitude que son argent ne court aucun danger.

Et c'est pour cette raison sans doute que nous n'avons vu que très-rarement des capitaux anglais, à part ceux des grandes industries, venir se placer en France, quoique l'intérêt cependant y fût beaucoup plus élevé.

Si l'expérience nous a démontré jusqu'à présent que nous ne pouvons pas attendre dans notre pays cette affluence des capitaux étrangers, pouvons-nous espérer que les capitaux du pays même viendront à produire une telle concurrence sur le marché, qu'on puisse obtenir un taux d'intérêt inférieur à celui qui est actuellement établi?

Je ne le crois pas, par une raison toute simple; c'est que tant que les fonds publics resteront au taux de 5 pour cent, il est plus que certain que les capitalistes, quelle que soit l'affluence des capitaux sur le marché, ne voudront jamais prêter leur argent à un taux inférieur à celui-là. Si l'on veut que cette loi produise quelque résultat, il faut nécessairement que le taux de l'intérêt des fonds publics soit inférieur au 5 pour cent.

Pour que les capitalistes ne trouvent pas de placement plus avantageux et viennent le donner aux prêteurs qui ont réellement besoin de ces sommes, mettez-les dans l'impossibilité d'avoir ce placement, ne les invitez pas vous-mêmes à mépriser la loi. Tant que le crédit public sera maintenu au taux du 5 pour cent, on ne pourra espérer de trouver un capitaliste qui veuille prêter de l'argent même au quatre et demi, à moins de supposer une vertu de désintéressement bien grande chez lui, et presque surhumaine chez un homme d'argent.

Si le taux de l'intérêt, par suite de la concurrence, ne descend pas au-dessous du 5 pour cent, taux même excessif pour la propriété, pour l'agriculture, il est certain qu'il sera toujours désastreux pour les conséquences qu'il pourra amener.

Rappelez-vous que le 5 est un taux beaucoup trop élevé pour les biens fonds, et que si on l'a conservé pour représenter l'intérêt de l'argent, ce n'a été qu'en vertu d'une certaine transaction entre le propriétaire et le rentier, et en quelque sorte comme une proportion, sinon réelle et exacte, au moins approximative entre ces deux genres de propriété.

Si cette loi doit produire un bon effet, il faut que le taux de l'intérêt descende au-dessous de 5 pour cent, afin qu'il y ait sinon équilibre parfait, du moins un certain rapport entre le revenu du sol et la rente du capital. C'est là une condition essentielle de vitalité pour cette loi, et si nous n'obtenons pas ce résultat, n'espérons d'elle aucun effet avantageux.

On a beaucoup cité l'Angleterre, mais, comme je le disais l'autre jour, l'Angleterre ne peut réellement pas nous servir d'exemple; d'abord parce que l'expérience qu'elle a faite de la liberté illimitée en matière d'intérêts ne date que de deux ans, et qu'ensuite l'Angleterre se trouve dans des conditions bien différentes des nôtres. Les fonds publics ne sont dans ce pays qu'à 5 pour cent, et l'industrie y a pris un tel développement, que le monde entier est rempli de son commerce. Ainsi il y aurait presque folie à vouloir nous comparer à elle.

Comme je le disais l'autre jour, c'est la France seule que nous devons chercher à imiter, à cause de la grande ressemblance qui existe entre elle et nous.

Messieurs, en 1807, lorsque l'usure dévorait nos campagnes, lorsqu'en France on a dû revenir à un autre système, en Savoie surtout on a fait une bien triste expérience de cet état de choses.

Il faut reconnaître que c'est peut-être depuis la funeste époque qui s'est écoulée dès le commencement de la révolution jusqu'en 1807, que l'usure a pris chez nous ces profondes racines, qui chaque jour on été s'étendant jusqu'au point de menacer l'avenir de nos populations agricoles et la prospérité du pays. Depuis cette époque l'agriculture a toujours été en dépérissant, faute de secours, faute de possibilité de se procurer les fonds nécessaires pour se relever, sans avoir ordinairement recours à ce fléau de nos campagnes.

L'honorable rapporteur disait l'autre jour que de 1801 à 1807 la France s'était trouvée dans une position exceptionnelle, qu'elle avait une dette énorme par suite de l'émission des assignats qui s'élevaient à près de 42 milliards; qu'elle était engagée dans une guerre désastreuse qui durait depuis 15 ans; que dès lors il était facile de comprendre pourquoi l'usure y exerçait un grand empire. Son état était anormal; il fallait par conséquent un moyen efficace pour conjurer le mal; et l'honorable rapporteur finissait par conclure que nous ne pouvions comparer la position de la France à celle de notre pays où nous voulons faire une innovation si importante dans des conditions bien autrement favorables.

Messieurs, si en 1807 la France se trouvait dans une position exceptionnelle, se trouvait-elle dans la même situation en 1850 lorsque cette question qui nous occupe aujourd'hui y a été nouvellement discutée? Et cependant, malgré les efforts des orateurs qui l'ont soutenue, le principe n'a jamais pu triompher dans l'Assemblée française. Ainsi, qu'on ne dise pas que si cette question n'a pu être approuvée en France à l'époque du premier empire, c'est que la France se trouvait dans une position exceptionnelle, dans un moment de crise, financièrement parlant.

En 1807 les fonds français se trouvaient dans une de ces positions les plus florissantes qu'on puisse désirer pour un pays en guerre depuis si longtemps avec presque toute l'Europe, et cela à cause de l'ordre qui avait été si merveilleusement remis dans ses finances, et parce que la guerre alors, ainsi que depuis longues années, ne lui coûtait absolument rien, puisque ses armées se nourrissaient sur le sol étranger, et que les contributions dont on frappait les provinces et les royaumes conquis faisaient face, et largement même, aux nécessités et aux besoins de ces luttes toujours renaissantes.

Déjà à cette époque, et on n'a qu'à consulter pour cela l'histoire, tout ce qui regardait l'émission des assignats avait été réglé, de sorte que ce n'est pas là la cause du rétablissement d'une limite dans le taux de l'intérêt. Non, les besoins de l'agriculture, les vices inhérents à ce système que nous paraissons si empressés d'adopter, ont nécessité ce changement dans la législation.

Quoiqu'il en soit, messieurs, je dis, que si en 1850 en France on a maintenu le taux actuel de l'intérêt, c'est qu'on a reconnu que vouloir passer à un autre système, eût été chose très-dangereuse; c'est qu'on a préféré rester peut-être un peu moins progressif, mais plus sage et plus prudent.

Une telle innovation ne peut se faire, croyez-le bien, que dans des conditions certainement bien différentes de celles dans lesquelles notre pays se trouve dans le moment actuel.

On me dira, sans doute: mais il vaut mieux emprunter des capitaux à un taux même très-élevé, plutôt que de n'en point obtenir du tout, et que c'est précisément ce dont nous nous plaignons aujourd'hui.

Il est certain que par suite des crises financières les fonds ne se trouvent pas facilement sur le marché, que même dans les villes, plusieurs entrepreneurs, par exemple, n'ont pas pu continuer leurs entreprises, leurs bâtisses, faute de fonds, et

qu'ils ont dû recourir à l'usure pour se tirer d'une mauvaise position, c'est-à-dire prendre des effets publics au pair, quoiqu'ils fussent à un taux de beaucoup inférieur, les escompter à grandes pertes, tout en s'engageant de les rendre au pair avec un intérêt très-fort.

C'est là un immense inconvénient que nous avons tous déploré; mais cet inconvénient s'est présenté dans les villes et fort peu dans les campagnes où heureusement ce vestige de spéculations hasardeuses n'a pas encore pris racine.

Mais dans les campagnes la propriété doit être secourue avec empressement et sollicitude, faute de quoi elle est gravement menacée, et l'on y a tant besoin d'argent pour les innovations et les améliorations à introduire dans le système suivi jusqu'à ce jour, que la loi que nous examinons ne produira qu'un mauvais effet, si l'affluence de capitaux ne se réalise pas sur une large échelle. Or cela pourra arriver dans quelques villes, mais je ne crois pas que nous puissions l'espérer dans les campagnes. Croit-on donc bien sérieusement que dans nos provinces les capitaux viennent avec une telle abondance qu'ils puissent jamais être prêtés au-dessous du 5 pour cent? Je crois que vous hésiteriez à répondre affirmativement. Cependant nous reconnaissons tous que d'immenses améliorations sont indispensables à apporter à notre système d'agriculture; nous désirerions tous qu'on établît dans nos campagnes le drainage; c'est là une institution très-coûteuse, et cependant elle est de la plus haute importance pour l'agriculture. Or, je vous demande si dans ces moments les capitaux qui sont si nécessaires ne nous faisaient pas défaut, si nous pouvions les trouver dans des proportions qui puissent être en rapport avec les revenus du sol, que d'avantages nos campagnes n'en retireraient-elles pas?

Mais ne vous faites pas encore illusion; ce n'est pas cette loi qui est destinée à opérer ces merveilles.

Je crois qu'elle restera comme un monument impuissant entre nos mains.

Je regarde donc ce projet de loi comme inopportun et prématuré, puisque notre pays n'est pas dans des conditions à le recevoir, et je conclus que pour le moment il doit être rejeté.

L'autre jour, j'ai beaucoup parlé de l'amélioration dont avait besoin notre système hypothécaire, et de l'établissement du crédit foncier.

Quant au système hypothécaire, monsieur le garde des sceaux a dit qu'il était bon, et que s'il y avait des innovations à faire, ce n'était pas peut-être à présent le moment de les initier. A cette observation je ne ferai qu'une seule réponse.

Lorsqu'on a présenté la loi du crédit foncier, vous avez été frappés, messieurs, des privilèges énormes, exorbitants qu'on accordait à ces sociétés immobilières. Ces privilèges qui se rapportent surtout aux poursuites en subhastation et expropriation, sont d'une nature tout à fait exceptionnelle. On a raccourci les délais ordinaires, on a écarté une quantité de ces nullités dont fourmille notre système hypothécaire; on a rendu pour elles tous les termes péremptoires; eh bien si ces privilèges sont bons pour les sociétés de crédit foncier, je demande pourquoi ne le seraient ils pas pour tous? Pourquoi ne deviendraient-ils pas la loi commune? Les créanciers pris individuellement méritent-ils moins d'égards que pris collectivement?

Voilà pourquoi je disais que notre système actuel est condamné par les propositions mêmes que le Ministère a fait dans le temps. Ces propositions nous ont démontré qu'il y avait beaucoup à faire pour améliorer notre législation hypothé-

caire; que sans ces améliorations l'avenir des sociétés de crédit foncier était gravement menacé et que même leur fondation était presque impossible.

Voilà ce que je regarde comme une vérité. Or il dérive de là que les défauts de notre législation diminuant la confiance que des capitalistes honnêtes-gens ont dans les prêts faits à l'agriculture, ceux-ci préfèrent d'autres emplois, peut-être même en réalité moins sûrs, à ces placements d'argent sur hypothèque, et de la sorte la propriété est contrainte à faire d'énormes sacrifices pour se procurer des secours qui, à la longue, bien loin de l'aider, finissent par l'accabler et causer sa ruine.

J'ai dit que l'avenir de notre agriculture, de notre propriété, du système agricole est menacé chez nous; maintenant j'ajoute que si l'on maintient l'état actuel sans autre amélioration que de vouloir leur venir en aide par de vains désirs, les choses empireront au point que l'on ne pourra plus y porter remède.

Il est à déplorer que depuis deux ans que la loi du crédit foncier a été présentée, elle soit toujours une espérance chez nous: il est aussi à regretter qu'on n'ait rien fait pour étudier les améliorations législatives qui sont reconnues si nécessaires dans notre pays. Et soyez bien convaincus, messieurs, que c'est là bien plus que dans la loi actuelle, qui ne fera que bouleverser le pays, que vous trouverez le remède que vous cherchez à ces maux.

J'espère que lorsqu'arrivera la révision du Code de procédure civile, on tiendra compte de ces innovations, de ces changements qu'il faudra y introduire.

J'appelle sur ce point l'attention de monsieur le ministre de la justice. Les nombreuses nullités qui se trouvent dans notre système hypothécaire sont cause, messieurs, que les capitalistes hésitent souvent, quand il s'agit de prêter à l'agriculture, parce qu'ils savent quelle prise elles donnent au débiteur de mauvaise foi pour différer de payer sa dette. C'est donc là un autre point qu'il faudra revoir plus tard.

Si j'ai beaucoup parlé de l'agriculture c'est que réellement le projet de loi a pour but principal de venir à son secours. C'est elle qui a besoin de notre aide et de notre assistance, et non pas les grands capitalistes et les entrepreneurs des villes et surtout de la capitale, qui ordinairement sont eux-mêmes la cause de leur ruine et de leur déconfiture.

Mais il n'en est pas de même des cultivateurs; cependant pour que votre loi puisse venir à leur aide, faites-la précéder d'utiles réformes. Défendez le débiteur de la cupidité du créancier, mais aussi sauvegardez les intérêts justes et légitimes de celui-ci.

Vous voyez en effet de ces malheureux créanciers qui sont promenés, comme je disais, de tribunal en tribunal pendant 8 à 10 ans, avant de rentrer dans leurs fonds; et même vous avez des procès qui durent depuis plus longtemps encore, et dont on ne peut voir la fin. Cet état de choses doit amener nécessairement une hésitation chez le prêteur à remettre de l'argent à la propriété foncière, et causer le dépérissement de celle-ci.

Et c'est pour cela que si nous venons encore aujourd'hui à augmenter cette hésitation déjà si grande chez eux par la loi telle qu'elle est conçue, je soutiens que nous rendrons un service déplorable à ceux auxquels nous voulons venir en aide. Ainsi je n'insisterai pas d'avantage; je crois qu'à présent chacun de nous a une opinion arrêtée sur le projet de loi qui est soumis à nos délibérations, et je suis d'avis que s'il y a quelque chose à faire, il vaut mieux nous restreindre à ce qui a été fait par le Sénat, puisque notre pays n'est pas encore pré-

paré pour qu'on enlève complètement toute limite à l'intérêt ainsi que la Commission l'a proposé.

J'espère que monsieur le ministre qui n'a pas accepté entièrement le projet de la Commission sera sans doute de mon opinion, et que loin de la voir combattue par lui, j'aurai son appui sur cette question de principe, qui est en définitive, la base de ce même projet de la Commission.

SCANO. Signori, dopo gli ampi sviluppi avuti dagli onorevoli che mi hanno preceduto, dopo le gravi considerazioni emesse dall'altra Camera, e finalmente dopo gli schiarimenti del signor ministro di grazia e giustizia, e i dotti e profondi rilievi fattisi dalla Commissione nella legge che viene sottoposta al nostro suffragio, forse potrebbero sembrare inutili le mie parole, perchè forse desse non ad altro varrebbero se non a ripetere ciò che da altri, con abbondanza di dottrina, e con giustezza di consiglio, fu esposto.

Tuttavia permettetemi, o signori, che anch'io tenga le mie parti, e spieghi anch'io i gravi motivi sui quali si appoggia il mio voto favorevole alla legge, dacchè io credo che questa sia una di quelle gravi questioni, le quali toccano le azioni più fondamentali delle fortune dei cittadini, e gl'interessi più vitali dello Stato, e nelle quali perciò le parole non sono mai troppe.

Signori, le discussioni solenni che si son fatte sulla questione della libertà dell'interesse, le teorie giuridiche, economiche e morali che vi versarono, la gravità ed il contegno dignitoso col quale quelle discussioni furono condotte, tutto questo, permettete che io lo dica, è la prova più solenne, è il più irrefragabile documento per affermare che noi, nati ieri alla libertà del vivere civile, non eravamo immeritevoli del destino a cui fummo chiamati; che noi ne abbiamo sentito in cuor nostro tutta l'importanza e la forza, e che animati da tale sentimento noi non ci siamo fermati a mezza strada; ma infatti ed alacri corriamo ad un avvenire migliore, spargendo sul nostro paese gli elementi e le cause sovrane onde questo sia assicurato; enucleando e svolgendo quei principii onde si governa e si regge l'ampio magistero del progresso morale, civile ed economico del nostro popolo;

E questo sia suggel che ogni uom sganni

le barbare voci di coloro che gridano alle nostre innovazioni, che forse imprecano ai nostri maggiori tentamenti, qui devono rompersi come onde sullo scoglio, sul quale la tempesta passa senza sommovertlo.

La questione sulla modalità dell'interesse è antica questione, e risale fino ai primi rudimenti della vita degli Stati; fino a quel punto in cui si stamparono le prime, incancellate orme del mio e del tuo. Su di essa si attemperarono gl'ingegni più potenti, e si avvicendarono su di essa gl'intelletti di Aristotile, di Platone, di Cicerone e di Tacito, di giureconsulti e di filosofi, di teologi e di papi, di economisti e di politici, tutte le legislazioni saviamente la tentarono, tutti i Governi la carezzarono con vario affetto; e su di essa si convertirono gli sguardi di tutti i popoli da Roma libera fino alla Roma dei giureconsulti, fino alla Roma dei barbari, fino alla Roma dei teologi e dei papi, e da questa fino a quando, risorte le scienze, si fecondarono, si distesero sotto l'ala della ragione e del diritto, sotto l'impulso del vero, del buono, del giusto, e si tradussero in canoni di vivere civile, nei quali riposa la potenza e la forza delle nazionalità viventi.

Signori, questa questione appartiene al dominio della storia, e la storia di essa si perde quasi e si confonde nella storia del Romano consorzio. Per fermo io vi attedierei molto se dovessi tener dietro alle vicende tutte fra le quali andò combattuta

questa questione, e forse voi di ciò non abbisognate, e forse ciò non tornerebbe utile allo sviluppo di essa. Questo solo io vi dico che la questione sulla libertà dell'interesse, attraversati i secoli tra gli urti sempre rinascenti della verità e dell'errore, dell'ignoranza e della scienza, della libertà e del dispotismo, uscì orgogliosa del suo trionfo, ed oggi, all'altezza del nostro secolo, raggiunse la significazione d'un vero assoluto, di una verità, a rinnegare la quale è mestieri di miscredere alla scienza onde il nostro secolo si adorna e si illustra.

Pertanto io credo inutile che noi ci occupiamo del rispetto teorico. Le questioni teoriche stanno bene là dove è il campo adattato alle teoriche disputazioni; ma qui, o signori, dove i nostri dettati appena pronunziati si convertono in regole di buon vivere civile, qui forse, se non sono sempre nocive, sono almeno qualche volta inopportune. E voi sapete meglio di me, o signori, che spesso le più distese teorie vennero meno in quell'arte che non si perde nell'indefinito e nel vago, non si libra fra le astrattezze ed i voli scapigliati della fantasia, ma si concretizza sul pratico svolgimento dell'individuo, dei costumi, delle abitudini e dell'indole dei popoli, in date e speciali circostanze di luoghi, e li studia d'avvicino sui loro bisogni, sulle loro morali tendenze, e li segue nella loro marcia, e li ratterra dove accennano a sbizzarrirsi, e li compelle e li sollecita dove tendano all'inerzia, arte suprema che Vico chiamò ragione dei civili Governi.

Pur nondimeno questi rispetti teorici della questione è mestieri che a noi sieno conti là dove si dice che la moneta, il danaro, è un bene mobile, è una merce che ha nulla di speciale, nulla di particolare per cui assuma una natura specifica e dalle altre merci si distingua. Ora, se ciò è vero, se egli è vero che la morale e la giustizia, la legge scritta hanno lasciato alla libera volontà dei contraenti i patti e le convenzioni tutte sui mobili; se egli è incontrastabile che alla libera volontà dei contraenti è lasciato di far patti e convenzioni in ogni genere di merci, per necessità d'una conseguenza logica è necessario ancora che alla libera convenzione dei privati, sia lasciato di convenire della quantità dell'interesse in questo od in altro modo. Signori, il negoziante pone il prezzo che gli piace alla sua derrata, e voi subite la legge che egli vi impone, e la legge giuridica e la legge economica non griderà contro di lui. Il contadino segna il valore che egli vuole al suo prodotto; ed anche questo è conforme al principio economico ed al principio giuridico. L'artigiano tassa liberamente l'importare del suo lavoro, e nessuno impreca a questa sua libertà. Il lavoratore determina il prezzo dell'opera sua, e questa sua libertà non è contrastata da nessuno. Insomma, sempre e dappertutto il produttore è libero apprezzatore della cosa sua, ed il consumatore sempre e dappertutto rispetta questo diritto, e lo subisce tranquillo nelle sue conseguenze. Forse che può essere altrimenti? Ma l'artigiano, il negoziante, il contadino, il lavoratore, il produttore, non è egli padrone assoluto, indipendente delle sue produzioni? Forse che altri potrebbe portare il dispotico suo livello su di esse, senza insultare alla giustizia ed alla ragione?

Quale, o signori, quale è la scienza che ha pesato i sudori del colono, che ha numerate le ansie e le annegazioni del commerciante, che ha misurato le privazioni e gli stenti dell'artigiano e del lavoratore, per dire che dessi valgono solo tanto, e questo soltanto e non più di questo? Quale è la legge che possa scendere fino a questo? E se una volta questa legge vi discese, fu una legge razionale, o non fu un feroce dispotismo, che all'opera dell'uomo segnava il valore come ad un tratto di terreno? Ma, se tutto questo non è vero, allora perchè voi non

risuscitate il regno del privilegio, il protezionismo, e tutta la crude mistura delle leggi annonarie? Allora permettete che i doviziosi, gli epuloni, godano nella opulenza e nel fasto procacciato coi sudori di chi lavora per vivere, ed a cui la vostra legge ha segnato un valore miserabile, un indegno prezzo? Allora non lamentate se le medie fortune non possono accorrere al campo della libera attività e del benessere sociale, perchè la legge degli ottimati ed il monopolio dei loro cospiratori le hanno chiuso il varco con quelle tabelle aristocratiche, colle quali all'onesto possessore di poche fortune rimane sui mercati o la parte più meschina, od il rilievo del ricco? Ma no: questo è orrore; e questo, perchè ripugna alle nostre coscienze ed ai nostri intelletti, ripugna alla giustizia ed al diritto, dacchè questo è un paradosso economico, è un assurdo giuridico, è un assurdo morale.

Ora, se la libertà delle convenzioni nel valore d'ogni merce, d'ogni fatica, d'ogni opera, d'ogni prodotto, è razionale e giusta; se ogni restringimento, ogni infrenamento di questa libertà conduce all'assurdo, perchè lo stesso non si dovrà dire nell'interesse del danaro? Quale è la ragione per cui dalle convenzioni sulla merce danaro, noi dobbiamo staccare per sempre la libertà? Gli onorevoli opposenti immaginano grandi cumuli di danaro, ed ivi l'avar, l'egoista che li sorveglia, e cupo e vorace quasi la preda al varco aspetta l'uomo industriale, l'uomo artigiano, l'uomo coltivatore, e gli detta la legge che quegli deve subire per sopperire ai suoi bisogni, e per andarne poscia rovinato. Quindi essi gridano al male, al danno, alla rovina delle piccole fortune, al rovescio dei piccoli proprietari, all'immoralità di tali contrattazioni. Però, o signori, è questo il concetto che noi dobbiamo formarci sulla libertà dell'interesse? È sulla base di tali turpitudini che noi dobbiamo formolare il nostro criterio sopra una tale questione? Oh! Io credo che noi ci dobbiamo elevare ad una sfera più elevata, ed ivi ragionare tra esseri umani e ragionevoli. Or credete voi che su quei capitali che vi si mostrano ragunati, in quei tesori che si dicono accumulati, non siansi agglomerati e lunghi e penosi sudori, lunghe ed ostinate fatiche, lunghi e continui lavori, lunghi e continui intraprendimenti, e non di rado gravi disguidi e privazioni molte, ed ansie anche mortali? E perchè, dunque, voi volete negare che essi sieno liberamente attivi, liberamente fruttuosi, ed abbiano un libero valore, un interesse ed un frutto libero? Trovate voi forse cosa giustissima, o forse non è cosa troppo crudele che nei sistemi presenti, in cui la libera attività umana ha per campo il mondo, e per sfera il creato, e si distende fin dove non si distesero le aquile di Napoleone o di Roma, in cui al capitale sono aperte mille risorse e di guadagni e di vantaggi, al padrone di esso rimanga solo un misero frutto assato da una legge tiranna che si intitola morale, ed egli poi passi colla sua potenza, colla immensa e svariata sua influenza nelle mani di un altro ad essere fonte di prosperi successi, di larghi vantaggi e di ricchezze? E se quel capitale fosse rimasto nelle mani dell'imprestatore, non si sarebbe forse raddoppiato, od almeno in gran parte accresciuto colla industria, colle intraprese e col tempo? Oh! il tempo è danaro, o signori, è moneta preziosa; ed individui, famiglie, popoli, corsero a rovina perchè non seppero, o non vollero calcolare il prezzo di questa moneta, che si dice tempo. Ma se voi non potete fissare il prezzo all'industria, al lavoro, all'arte, alla coltura, alla produzione, perchè la libertà è congenita ad esse, con quale coscienza potete tassare al massimo ed unico suo effetto il capitale che l'artigiano, il coltivatore, l'industriale ha radunato a poco a poco, e passando per quella lunga ed intrecciata trafila di dolori e di abnegazioni che il la-

voro costa all'uomo nel seno della convivenza? Forse volete voi, o signori, segnare una diversa indole, una natura diversa tra l'effetto e la causa? Gli onorevoli opposenti dovrebbero essere logici prima di risolversi a combattere la verità e l'altezza del principio che io propugno.

Egli è vero, o signori, che alcun di loro ci disse il danaro essere merce, ma una merce privilegiata. Io credo, o signori, che sia un assurdo il dire merce privilegiata, come è assurdo di accoppiare la libertà col dispotismo, il libero scambio colle leggi restrittive; e notate che qui si parlava di rispetto teorico e non di fatto, perchè il privilegio non si può congiungere ad una cosa che, per sua indole, per necessità delle insite sue facoltà, è destinata a svolgersi in mille modi, a diffondersi, a correre dappertutto indipendente, libera, insoffrente d'ogni giogo. Il danaro ha funzioni speciali, come ha funzioni speciali il ferro, l'oro, l'argento, il rame, il grano, e via così discorrendo; e tutte queste cause, con speciali funzioni, intrecciandosi nell'attività del consorzio umano per modi che si sentono, ma non si contano, s'armonizzano e si equilibrano nel contrasto del produttore e del consumatore, del domandatore e dell'esibitore, onde s'instaura il lavoro dell'armonia economica delle nazioni e degli Stati. Or queste funzioni speciali mutano forse per nulla il carattere costitutivo e l'indole primigenia di ciascuna di quelle merci? La tendenza di questo o d'altro individuo più alla musica, più alla poesia, più alla scultura, più alla pittura, più alle scienze esatte, più alle dottrine speculative, muta forse la natura caratteristica e la indole della specie uomo? Non si deve forse distinguere la ragione del principio dalle sue possibili applicazioni? Or dunque, se la natura del danaro, se il suo carattere costitutivo ed immutabile importa che sia una merce, ed una merce come tutte le altre, ed una merce nella quale può svilupparsi la industria e le intraprese dell'uomo, ed a cui può applicarsi tutta la libera attività umana, perchè noi le vorremo togliere la libertà del frutto? Perchè noi vorremo restringerla nei suoi sviluppi, perchè noi la infrenaremo nei suoi attuamenti? Vorrete voi infrenare la terra nella forza sua produttiva? Vorrete voi infrenare l'albero nella libertà della sua potenza vegetale? Vorrete voi infrenare l'uomo nelle innumerevoli molle del suo intelletto, nelle mille corde del suo cuore e degli affetti suoi? È questo forse il terreno nativo del privilegio? E su questo terreno potremo noi collocarvelo? E vi potrà egli allignare?

La efficacia di questi principii è inevitabile e maggiore di ogni eccezione. Epperò li avversari della legge non miscredendoli, e pur non confessandoli, si ridussero sul terreno pratico della questione. Ed è su questo terreno che noi li dobbiamo seguire; perchè nei riscontri pratici sta tutta l'importanza di questa questione, e solo in essi noi possiamo scorgere tutto il bene di cui è suscettibile la libertà dell'interesse; e solo colla scorta di essi noi possiamo disilluderci dei pericoli, dei mali e dei danni che dalla medesima si possono produrre.

Se mal non mi appongo, gli onorevoli che hanno fatto opposizione a questa legge, non sono ancora riusciti a dimostrare quali sieno questi mali e questi danni che essi si augurano dalla legge; che la medesima sia inattuabile ed inopportuna non solo, ma pericolosa nel rispetto al nostro paese, alla nostra legislazione presente, alle condizioni nelle quali si trova la piccola proprietà presso di noi; e non considerando la legge sotto un punto di vista complesso ed universale, la considerarono solo in alcune possibili e lontane sue conseguenze. E quindi vi parlarono di una possibile coalizione ed intelligenza tra capitalisti e nei piccoli centri di popolazioni, di quei pochi

che hanno capitali disponibili, a danno di coloro che sono obbligati a ricorrere ad essi; e di là monopoli disastrosi, rovesci delle piccole proprietà, disguidi delle medie fortune, e l'usura soffocherà tutto coi molteplici suoi rigiri.

Però, o signori, noi potremo dimandare: se tutti questi sono mali, come sono gravissimi mali, si tolgono essi forse colla tassa fissa dell'interesse? Ma se per essi oggi stesso l'usura divora le nostre campagne, rovina le nostre popolazioni, se per essi questa è verità incontrastabile, se tutto questo oggi avviene in cui l'interesse del denaro è tassato, perchè noi vorremo contrastare alla libertà di esso? Perchè vorremo noi respingere il solo rimedio che a tanto male si possa adattare? Quando colla severità delle leggi annonarie si otteneva la carestia dei viveri, e la fame, non si usciva da questo stato colla libertà del prezzo? Quando per la ferocia delle leggi restrittive, e d'un protezionismo sconfortatore, il commercio, le industrie e le arti scadevano, e la povertà, la miseria ed il vagabondaggio si gettavano sulla società, a questi mali non si appose forse il rimedio del libero commercio e della libera industria? E quando il dispotismo di una censura preventiva e la ignoranza, e il pregiudizio, e la superstizione, uccidevano il pensiero e l'idea, il pensiero e l'idea non risorsero forse colla libertà della parola e della stampa? Ora, se la libertà distrusse la fame e la carestia nei mercati, se distrusse il contrabbando nel commercio, se tolse lo sconforto e la miseria nelle industrie e nelle arti, se distrusse l'errore, la superstizione ed il pregiudizio nelle menti e nella coscienza delle moltitudini, perchè con questa stessa sua forza non distruggerà l'usura? Ma se è necessario di porre un rimedio a questi mali che affliggono le nostre popolazioni, quale altro modo ci si para davanti, fuorché il rimedio del libero interesse? Essi ci hanno parlato d'un modico aumento dell'interesse; ma se essi non possono avere un criterio sicuro per assicurare la libertà dell'interesse, se essi questo stesso criterio non hanno per sostenere la tassa presente, lo potranno essi avere per elevarla ad un altro grado, per costituirli in questa od in altra quantità? E questa sarà quella reclamata dalla scienza, dalla legge e dalla giustizia e dall'intento degli associati?

E poi essi possono assicurarci che i capitalisti, pressati da una legge restrittiva, si contenteranno di questo modico aumento? Saranno solo di questo appagati i monopolisti, i ladri, dei quali vi ha parlato l'onorevole Costa della Torre? Oppure, solleticati dalla speranza di più grossi guadagni in un tempo in cui ai grossi guadagni non mancano i modi e le opportunità, non ambiranno essi a maggiori vantaggi? Ed allora non torneremo noi al disastro del monopolio, alla miseria dell'usura? Ed allora saranno salvate le nostre popolazioni, saranno sollevate le piccole proprietà? Ma contro l'usura, dicono essi, risponde la legge penale. Ma perchè, diciamo noi, la legge penale non risponde oggi e non toglie oggi stesso tutti questi disastri che si deplorano? Signori, le statistiche penali ci dimostrano come sieno pochissimi i processi d'usura, e questo è grave significato a convincerci che la pena è scarso rimedio ed impotente strumento a rifrenarla; e ciò vuol dire che l'usura si fa strada fra le tenebre e si insinua fra i sinuosi meati del raggio e della scalfrezza, ed opera nel segreto e si nasconde alla sorveglianza della legge per non lasciare dietro di sé orma o vestigio alcuno di prova. Pertanto assicurate la libertà dell'interesse, ed i capitali, imprigionati e lasciati al loro libero movimento e sviluppo, affluiranno concorrendo là dove sarà maggiore la richiesta, e nella libera concorrenza dei capitalisti, nel flusso e riflusso dei capitali, in quel continuo e libero contrasto della domanda e dell'offerta l'esibitore avrà il suo interesse senza rovinare il

domandatore. Ed i piccoli proprietari, bilanciati entro questo sistema di equilibrio e di armonia, non saranno povera e trista gente che andrà a chiedere al ricco una meschina somma per liberarsi dalla fame e dalle pressioni di un commissario economico, come ha detto l'onorevole Della Motta, ma saranno tanti domandatori, i quali, sollecitati dai bisogni delle loro proprietà agricole od industriali, faranno crescere ad essi i capitali, ed essi fruiranno dei vantaggi della libertà della concorrenza, sotto le leggi dell'onestà e della giustizia e sotto le norme e colle cautele che la previdenza, la prudenza ed il discernere savio ed accorto, sanno ispirare a chi non abbia smarrito la coscienza ed il cervello.

Ma il male accadrà, il monopolio potrà succedere, l'egoismo dei capitalisti potrà spingere a disastri e rovine. Signori, egli è forse possibile che il male si cancelli dalla faccia della terra? Avvi forse alcuna legge che si possa attribuire questa potenza sovrumana? No, lo percuotiamo in un punto ed egli fugge da un altro: lo gettiamo nelle carceri ed egli fugge fra le inferriate; lo distruggiamo colla mannaia ed egli germoglia sotto il patibolo. Ora, o signori, è un mal vezzo questo col quale, meditando dei fatti sociali e delle leggi che li devono regolare, essi si considerino dal lato più brutto e schifoso, od, in certi casi isolati, in una data specialità ipotetica. Le leggi non possono guardare alla particolarità dei casi pratici; essi sfuggono agli occhi del legislatore, perchè altrimenti ogni fatto avrebbe una legge, ogni individuo un Codice; essi mirano al complesso generale, alla totalità delle cose e dei fatti, e curano poco le lontane e remote conseguenze, perchè con esse spesso il principio si uccide o si riduce all'inerzia, ad uno stato d'inoperosità.

Ditemi, o signori, quando furono sancite le leggi sul matrimonio e sulle doti, si pensò forse all'adulterio? Quando l'uomo e la donna intendono di stringersi nella santità della vita maritale, pensano forse al divorzio? Quando si sanciscono le leggi sulla compra-vendita, si pensò solo alla frode ed al dolo? Il negoziante, nel fornire il suo fondaco, pensa forse al fallimento? Il commerciante, nel mettere in mare le sue fortune e le sue ricchezze, pensa forse al naufragio ed allo scoglio od ai pirati? Ed il proprietario, nel curare e coltivare la sua proprietà, pensa forse ai predatori ed ai ladri, od ai bruchi ed alle locuste? Ditemi: lo scienziato, nell'enunciare le sue dottrine, nel sudare sulla sua fatica, pensa forse alla pirateria libraria? Oh! le conseguenze estreme uccidono il principio, e gli uomini delle conseguenze estreme sono i pericolosi consiglieri di ogni innovazione legislativa. Se accadranno delle frodi e dei mali, ciò noi deploreremo, ma la paura di essi non ci fermerà dal patrocinare e dichiarare la libertà dell'interesse, e, se vi sono dei tristi e dei malvagi, le leggi non si fanno per essi, e fra di essi sceminati qua e là, come ad attestare che il male è necessario, esiste la gran massa del popolo morale, buona, onesta, industriosa e lavoratrice, nella quale consiste la materia prima ed unica dell'artificio sociale, che forma il soggetto delle leggi civili e le speranze dell'umanità.

Io vi ho detto, o signori, che colla libertà dell'interesse non si offendono le piccole proprietà; ma, se alcun disguido accadesse, potremo noi per ciò respingere il principio della legge, potremo noi ricusare solo per ciò il nostro assenso alla libertà dell'interesse? Ma se gli avversari curano tanto i piccoli proprietari, allora devono curare i piccoli commercianti, ed allora bandite, o signori, i grandi modi di associazione, i grandi sistemi di commerciare, le grandi compagnie di commercio, le compagnie manifatturiere ed industriali, perchè desse portano la rovina dei bagatellieri e dei pizzicagnoli.

E non sappiamo noi che i pizzicagnoli, i piccoli commercianti sono i nemici e la peste della prosperità economica di uno Stato? Non sappiamo noi che i piccoli scienziati, i piccoli politici sono la gran piaga dei Governi e delle masse? Ma, se voi non volete offendere e turbare le grandi proporzioni per una devozione alle piccole, potrete ricusare il grande sistema della libertà economica dell'interesse per troppo amore alle piccole proprietà? Invece io credo che ciascuno debba essere lasciato nella libera sua sfera d'azione, onde grandi capitalisti e piccoli proprietari si equilibrino, intrecciandosi nell'attrito dei bisogni reciproci e dei mezzi di soddisfarli. Ed i piccoli proprietari, obbligati a correre entro una sfera più larga e più libera d'azione, cresceranno di operosità e di energia ed accresceranno la loro industria, e quindi maggior copia di frutto e di vantaggi, e da questo nuove intraprese e nuovi guadagni ancora, e di là la conseguenza che la libertà dell'interesse, migliorando la condizione dell'esibitore, assicura generalmente la condizione del domandatore.

Gli oppositori della legge vi hanno arrecato l'esempio dell'Inghilterra e della Francia, in cui la libertà dell'interesse, spesse volte tentata, per ripetute volte fece mala prova di sé. Signori, io non dico che noi siamo in condizioni migliori di quello che siano l'Inghilterra e la Francia. Ma voi avete inteso che in Francia l'economia politica non ottenne quegli sviluppi o quelle applicazioni alle quali era portata dall'impulso delle dottrine e dei fatti. Voi avete inteso che nell'Inghilterra, paese altamente commerciale, l'interesse del denaro doveva essere in una proporzione assai forte, perchè forti e grossi i guadagni che dai capitali impiegati nel commercio si ottengono: Ed avete pure inteso che il nostro paese, quasi del tutto agricolo, richiede la libertà dell'interesse, senza del quale si starà sempre nel monopolio, e non potrà fiorire nè ristorarsi l'agricoltura, la quale voi sapete come abbisogni di essere confortata, e che nell'afflusso e nella concorrenza del capitale troverà i mezzi acconci di suo incremento e di sua prosperità. Del resto, abbiamo noi un mezzo certo a scrutare sulle molte arcane cagioni e sulle cause nascoste per cui sia potuto accadere ciò che in Inghilterra ed in Francia si lamenta? E se noi non possiamo avere questo certo e sicuro criterio, se non possiamo conoscere le vie riposte ed i mezzi moltiformi di quei complessi e grandi sistemi economici, perchè collo stesso livello vorremo noi misurare le condizioni del nostro paese? E perchè su quell'esempio vorremo restringere un modo di libertà, la quale promette al paese, nelle circostanze speciali in cui è collocato, molti vantaggi commerciali, industriali ed agricoli? Signori, la teoria dell'esempio è pericolosissima, quando si assume a criterio di legislazione. Nè le leggi d'un popolo si adattano così facilmente ad un altro, come i colori ad una parete o ad una tela. Le leggi sono significazione di certi bisogni, di certe abitudini, di certe tendenze economiche e morali.

Le riforme economiche non si possono, non si devono fare per modo d'imitazione o di esempio. E noi, meglio che seguire troppo da vicino l'esempio e la traccia di altre nazioni per troppe e varie ragioni da noi divise, dobbiamo meglio e profondamente studiare i principii vitali, le cause organiche del miglioramento e del benessere del nostro paese; dobbiamo scrutarne attentamente l'impulso, l'energia ed il vigore e meditare sulle sue morali tendenze per secondarle, per incoraggiarle, per attivarle con nuovi ed incessanti stimoli, e solo allora noi gli daremo una vita propria con costumi, con leggi, con un vivere civile suo proprio, senza il servilismo dell'imitazione, senza la schiavitù dell'esempio. Ora, se tutto questo noi consideriamo, se attendiamo alle

condizioni particolari del nostro paese, alle sue speciali circostanze di vivere civile, verremo forse alla conseguenza che queste speciali circostanze ripugnino alla libertà dell'interesse?

Da tutto ciò che si venne esponendo, da tutto ciò che ampiamente vi adduceva il relatore della Commissione e da ciò che saggiamente fu osservato dal signor ministro di grazia e giustizia, io credo che sia tutt'altra la conseguenza che noi dobbiamo dedurre, e dobbiamo anzi dire e ripetere che la libertà dell'interesse, facilitando la concorrenza del capitale, aiutando l'industria e l'agricoltura, equilibrandosi sul contrasto della richiesta e dell'offerta, produrrà molti e larghi vantaggi e sarà mezzo potente onde il monopolio e l'usura non rovinino più le nostre popolazioni, abbastanza da cotali disastri afflitte e consunte.

E con questa conclusione io potrei rispondere ancora ad un altro degli oppositori, il quale vi diceva che una libertà illimitata dell'interesse non si poteva estendere al nostro paese senza esporlo a gravi pericoli. Signori, io tengo tutt'altra coscienza della moralità e dell'onestà delle nostre popolazioni. Questi stessi timori si annunziarono quando ci furono largite le libere istituzioni che ci governano; le stesse paure si manifestarono quando si adottarono i nuovi metodi di criminale e civile procedura, e si instaurava il sistema del libero esame, della libera difesa, dell'accusa pubblica. E lo stesso ancora si gridava dai fautori del privilegio e del protezionismo contro le leggi che incoraggiavano il libero scambio, e la libertà commerciale consacravano.

Ora i fatti che cosa hanno dimostrato? Essi vi hanno provato che, nelle urgenze finanziarie in cui fummo gettati, il benessere e la prosperità del paese fu alimentato e conservato in forza di queste leggi. E tutto questo vi conduce a dire che il bene è là dove è la libertà. E voi, o signori, che andate proteggendo la libera industria, il libero commercio e la libera attività del consorzio civile così prontamente aiutate, per essere conseguenti a voi stessi, dovete dichiarare la libertà dell'interesse. E questa poi forse con maggiore sollecitudine, perchè il danaro è la merce universale sulla quale ogni commercio, ogni industria si aggira; è lo scopo a cui tende ogni lavoro, ogni produzione, ogni fatica; è il nucleo, il principio ed il fine di ogni speculazione, di ogni intrapresa, e voi, negando la libertà dell'interesse, fareste come colui che, ammessa nell'albero la potenza libera di vegetare, di svilupparsi, di crescere rigoglioso, gli negasse in pari tempo la libertà del frutto. Ammettereste la libertà della causa, questa stessa libertà negando all'effetto. Ora, se questo non sia assurdo, lascio che voi il discorriate.

Qui io porrei fine al mio dire, se una grave difficoltà non mi trattenesse. Io patrocinai la libertà dell'interesse; ma questa stessa libertà che vidi proclamata dalla legge che ci viene posta fra le mani, la veggio poi contraddetta nell'articolo 7 di essa, alla quale si deve rivolgere tutta la vostra attenzione. Nè vale, o signori, che si dica che quest'articolo sia posto, come una cautela, ad assicurare i più meticolosi e ad allontanare, per quanto è possibile, i mali che dalla libertà dell'interesse si potrebbero paventare. Con quest'articolo noi cancelliamo d'un tratto le disposizioni del Codice civile, colle quali la natura ed il carattere giuridico delle cose mobili fu invariabilmente costituito; con esso noi distruggiamo tutto il criterio e l'economia fondamentale della legge che si sottopone al nostro suffragio.

E badate bene, o signori, che, sotto il pretesto di una cautela e nell'intento generoso di allontanare ogni male possibile, non andiamo incontro a nuovi e più gravi mali. Ve-

dete che così forse noi apriamo una sorgente inesaurita di litigi e di discordie, le quali, sotto il pretesto di lesioni, di rescissioni, si aumenteranno a dismisura, fomentate o dalla mala fede di chi sente la durezza del pagare, o dalla collidita di chi ha interesse che questi contrasti nascano e si moltiplichino. Quindi a me pare che quest'articolo debba essere eliminato, per essere consentanei al diritto civile, per essere in armonia col principio della legge, per non andare incontro a mali maggiori e più facili.

Di questo modo io chiudo il mio discorso, e voi mi compatite se tutto questo vi ho detto, perchè fosse a voi noto quale criterio io mi abbia formato della presente legge e vi fossero noti i gravi motivi nei quali io bilanciavo il mio voto favorevole alla medesima. Pertanto io votò per essa, perchè sono per la libertà dell'interesse, perchè io do il debole mio appoggio a tutto ove è libertà d'industria, libertà di commercio e libertà d'intraprendimenti nell'attività dell'uomo, e perchè in questa legge io veggio una significazione profonda di quel principio per cui si dice che i popoli si devono incoraggiare e sospingere nel lavoro continuo del loro benessere materiale ed economico, affinchè possano raggiungere e conseguire la loro grandezza e la loro forza politica e morale. E forse l'Italia questo diverrà, quando essa potrà liberamente svolgere i tesori della sua ricchezza per tutti quei modi di cui le fu larga la natura. Permettete quindi che anche questa volta io finisca il mio dire ripetendovi: lasciate fare, lasciate passare, lasciate libero il campo all'umana attività, onde essa si svolga in tutta la sua potenza, in tutta la sua energia, in tutta la sua forza, godendomi l'animo che questa volta ciò io dica suffragato dall'onorevole relatore della Commissione, il quale quella formola economica e sociale pose come a base e fondamento della sua dotta ed elaborata relazione.

PRESIDENTE. Il deputato Costa della Torre ha facoltà di parlare.

COSTA DELLA TORRE. Su quanto io ebbi a discorrere circa l'odierna questione, avendo io accennato come Giustiniano riducesse le enormissime usure ai suoi tempi invalse, il signor relatore cortesemente m'invitava ad osservare che le riduzioni giustinianee in proposito, anche le più moderate, siccome calcolate a mesi e non solo ad anno, venivano così ancora a formare un'enormezza presso noi sconosciuta. Prego a mia volta il signor relatore a riflettere: 1° che in tutto il mio discorso non è cenno di quanto possa essere più o meno giusto ed equo nella tassa legale degli interessi; solo aver voluto, citando Giustiniano, far vedere che quell'imperatore aveva di molto ristrette le antiche usure, qualificando la loro enormezza quale una pubblica calamità; 2° doversi distinguere i tempi; il cumulo d'interessi di mese in mese, assoggettati a nuovi interessi, essere appunto una fra le tante enormezze condannate da Giustiniano, e prima di lui ritenute per anoue dai giureconsulti Scevola nella legge 13ª, Paolo nella 17ª, Ulpiano nella 34ª *Del digesto*, al titolo *Delle usure*, e dall'imperatore Severo nella 5ª, Codice allo stesso titolo; e tutti sul fondamento, come spiega Ulpiano, che le usure tengono luogo dei frutti naturali che ci vengono d'anno in anno solamente; 3° che Giustiniano, nella legge 26ª, Codice *De usuris*, parlando della prescrizione di trenta e quarant'anni, l'applica ugualmente agli interessi che al capitale, dicendo espressamente « non posse super usuris præteritis temporis aliquam movere questionem; » dicendo « ex iisdem eas sibi persolvi, quæ non ad triginta vel quadraginta præteritos annos referuntur; asserendo « *singulis annis* (non *singulis mensibus*) earum actiones nasci; » 4° infine che, dato

e non concesso che a mesi e non ad anno si calcolassero gli interessi tassati da Giustiniano, se eccettuinsi quelli relativi ai commercianti ed alle speculazioni marittime, tutti gli altri starebbero tuttavia al disotto del 5 per cento all'anno.

Piacemi poi aver sentito dall'onorevole signor relatore ammettersi che i greci filosofi, non meno che i romani, condannassero unanimi le smoderate usure come causa di immensi danni e persino di sanguinose guerre civili.

Poichè mi è concessa la parola, me ne varrò ancora, per quanto essa potrà valere, per esporre brevi osservazioni su quello che è considerato quale il più forte degli argomenti atti a persuadere l'utilità e la convenienza dell'abolizione della tassa convenzionale degli interessi del danaro.

Il signor ministro guardasigilli non intende certamente, colla proposta abolizione, approvare e canonizzare l'usura nel generalmente condannato suo significato. Anzi egli si è ieri l'altro ancora ben chiaramente spiegato che, siccome egli non potrà mai altrimenti che riprovare chiunque, profittando dell'altrui necessità, venda derrate o qualunque cosa commerciabile a prezzo doppio, triplo o quadruplo del vero valore, così giudicherà egli sempre riprovevole chiunque, abusando delle altrui critiche imperiose circostanze, mutuasse danaro a smisurata tassa d'interessi. Ma, poichè, dice egli, non potrebbesi dal legislatore porre un freno legale a tutte le esorbitanze dei contratti che seguono nella vita sociale e generalizzare penali a salvaguardia della pubblica morale circa gli utili che dalle vicendevoli contrattazioni possono derivare, non vi è ragione, secondo lui, perchè un limite legale possa utilmente conservarsi nell'impiego del danaro, considerato al giorno d'oggi quale una merce, come qualunque altra, capace di minore o maggior valore, secondo le circostanze di maggiore o minore sua affluenza sulla piazza; tanto più (e qui sta il creduto invulnerabile Achille ministeriale) che la legge restrittiva e penale in proposito si è dimostrata ad evidenza, non solo nulla, inutile ed incapace a frenare le usure, ma tale ben anzi che implicitamente addita agli usurai le mille vie loro aperte per schivare le minacce del suo incontro; il che in sostanza, invece di riuscire a scuola di moralità, addestra invece alla maggiore delle immoralità, quella cioè del disprezzo delle leggi.

Se pertanto si riuscisse a dimostrare che l'argomentare dalle contrattazioni delle altre merci non può assolutamente concludere al commercio contrattuale del danaro, quale per la sua specialità esige necessariamente una particolare vigilanza ed ingerenza della legge a tutela del bene pubblico e della moralità sociale, pare che si verrebbe con ciò a scoprire del forte Pelide il vero punto vulnerabile, ed è quello appunto che il più concisamente possibile mi proverò a chiarire.

Il commercio fra gli uomini altro in sostanza non è che una perpetua continuata trasmutazione di quanto vicendevolmente è loro di superfluo con quanto, viceversa, è loro necessario od anche di semplice desiderio. Quindi nessuno, a mio credere, permuterà mai ciò di che egli abbonda con quanto da altri si possiede di ugual natura e bontà; perciocchè, se così operasse, non si toglierebbe il superfluo nè conseguirebbe il necessario o il desiderato. E, poichè le cose da scambiarsi, perchè non sono di ugual natura e bontà, a bilanciare giustamente le permutate, soccorse mirabilmente una merce di convenzione quale è il danaro, egli è chiaro che, se lo scambio del danaro con altro danaro, almeno della stessa specie, non potrebbe costituire utile stipulazione, è sempre utile però lo scambio delle altre merci col danaro, perchè, a cagion d'esempio, alienando un campo che stimo superfluo

per procurarmi una casa che mi è necessaria, se invece di questa casa ricevo l'equivalente in danaro, posso cambiare questo danaro colla casa desiderata.

Ora il prezzo di una cosa cadente in commercio è sempre maggiore o minore, secondo la scarsità o l'abbondanza della cosa stessa dedotta in commercio, e secondo ancora che della medesima è maggiore o minore la ricerca; e questa è operazione ovvia, naturale e facilissima, epperò tale che non esige preoccupazione di legislatore, provvidenza di legge, intromissione di pubblica autorità, poichè nessuno che non sia scemo di cervello non acquisterà mai cose delle quali, speculando, non spera trarre maggior vantaggio di quanto possono costargli, e le cose che si ponessero venali a prezzo maggiore del corrente non troverebbero compratori.

Se così è di tutte le merci in generale, non è però così di quella che consiste nel danaro stesso, considerato separatamente dalle altre cose suscettive di contrattazione. Il danaro non è merce che si produca in mercato in pubblica mostra, e di cui si possa facilmente far nota in pubblico la scarsità o l'abbondanza, e le richieste del danaro non sono sempre palesi a tutto il mondo; che anzi in gran parte sono tenute sotto geloso segreto, e la speculazione che al danaro è propria ed esclusiva consiste nell'imprestato a chi ne abbisogna e ne cerca mediante retribuzione. Ora questa retribuzione è ciò che noi chiamiamo interesse quando è moderata, e che qualificiamo usura, quando eccede i limiti del giusto e dell'onesto. La ricerca del danaro ad prestito non è sempre di mera e ben calcolata volontà; soventi volte è dettata da necessità assoluta ed imperiosa. Una speculazione che ha vista di un grandissimo guadagno, una scadenza di cambiale che minaccia il carcere ed il disonore, un'improvvisa e vantaggiosa collocazione di stato, una cauzione richiesta per la consecuzione di lucroso impiego, un urgente debito d'onore da soddisfare, la necessità di un lungo viaggio, e via dicendo, sono tante circostanze che d'ordinario pongono l'uomo in critiche necessità di cercar danaro, necessità delle quali sono pur sempre molti che sanno abusare per trarne utili enormi, che tornano a rovina altrui. Non sono forse queste specialità tutte proprie dell'impiego del danaro a mutuo che richieggano la vigilanza e la compressione della legge che non riguardano tutte le altre contrattazioni sociali?

L'usura dovunque fu lasciata alla libera volontà di chi possiede il denaro, perchè appunto produsse ovunque e sempre tristissimi effetti, chiamò l'attenzione dei legislatori che, di tempo in tempo, riconoscendola necessaria, indispensabile, l'assoggettarono a limitazione, e dove nuovamente le si donerà larghezza e piena libertà, non tarderanno, siatene certi, a ricomparire tutti i suoi danni. L'esempio della Francia distrugge l'argomento che si vuol trarre da quello dell'Inghilterra; e d'altronde già si è per altri dimostrato non collimare le nostre leggi, le nostre istituzioni con quelle della Gran Bretagna.

Ma si dice: le leggi restrittive e penali in proposito non sono osservate; in tanti anni di loro vigenza, pochissime si noverano le condanne per delitti di usura, i quali ogni giorno più vengono studiosamente e con successo palliati.

A provare la molteplicità delle contravvenzioni alla legge e la scarsità delle condanne, non solo di queste, ma eziandio delle moltissime domande che si fossero fatte in repressione delle usure, conveniva produrre le statistiche; poichè, se le domande fossero anche pochissime, come pochissime le condanne, allora la conseguenza che se ne dovrebbe trarre sarebbe che le leggi repressive valgono anzichè no molto a contenere gli usurai nei debiti limiti. Del resto, schiudere la

strada ai delitti, perchè molti delinquenti sanno sfuggire le penali sanzioni, è loro spianarla e farla loro più comoda, anzichè renderla deserta.

Si confida che difficilmente si troverà chi, per stipulazione scritta, voglia acquistarsi la taccia di usuraio. Ma, se dicesi facile il modo di eludere le leggi restrittive e penali, non sarà forse ancora più facile esercire l'usura e non comparire? Voi sapete, o signori, che i contratti usurari non si fanno solo col pattuire minore o maggiore retribuzione d'interessi. Sono vendite che si operano di cose inutilissime al compratore al triplo, al quadruplo e quintuplo sopra il loro valore, e che il compratore, il quale cerca danaro e non altro genere di merce, rivende tosto con rovinosissimo suo discapito, purchè intanto egli provveda col danaro agli stringenti suoi bisogni.

Ancora un'osservazione, ed ho finito.

Fra gli altri, ho io pure sostenuto che la libertà dell'usura tanto meno può convenire al nostro paese, siccome paese essenzialmente agricolo. A confutarci ci è stata citata la fioridezza dell'agricoltura nell'Inghilterra e nella nostra Liguria. Ma la libertà dell'usura non vige in Inghilterra che da pochissimi anni, e nella nostra Liguria non è ancora nata; a tal che manca ancora nell'uno e nell'altro territorio l'elemento essenzialissimo dell'esperienza.

IL CONTE CAVOUR È INCARICATO DELLA REGGENZA DEL MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

CAVOUR, presidente del Consiglio, ministro delle finanze e degli esteri. Ho l'onore di comunicare alla Camera che il signor ministro Cibrario, avendo, per motivi di salute, chiesto al Re di essere esonerato del portafoglio degli affari esteri, piacque a Sua Maestà di affidarmi la reggenza di quel dicastero.

PROGETTI DI LEGGE PER MAGGIORI SPESE: MOLO DI GENOVA; FARO ALL'ISOLA DEI CAVOLI; PROSEGUIMENTO DEI LAVORI ALLO STABILIMENTO BALNEARIO D'AIX.

CAVOUR, presidente del Consiglio, ministro delle finanze e degli esteri. Ho l'onore di presentare alla Camera alcuni progetti, cioè due progetti di legge per alcune spese maggiori del bilancio 1856 (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1107); un altro progetto di legge, che io presento pure a nome del mio collega il ministro dei lavori pubblici, inteso ad autorizzare la spesa straordinaria di un milione novecento novanta mila lire per il prolungamento del molo nuovo nel porto di Genova; progetto che io raccomando alla sollecitudine della Camera stante l'importanza e l'urgenza di questo lavoro. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1054.)

Presento pure un progetto di legge pel trasporto sul bilancio del 1855 di un credito che era stato autorizzato sul bilancio del 1854, per la costruzione di un faro nell'isolotto dei Cavoli. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1064.)

Finalmente presento un progetto di legge concernente il proseguimento dei lavori in corso dello stabilimento balneario di Aix. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1060.)

Lo scopo cui mira questo progetto aveva indotto il Ministero a riunirlo al progetto di legge per la strada ferrata *Vittorio Emanuele*.

La Commissione che esaminò quel progetto credette che sarebbe più opportuno di farne oggetto di apposita legge e di modificarne le basi. Il Ministero ha aderito a quest'eccezione che si trovava conforme anche ai desideri della popolazione della Savoia, e si fece sollecito di formalare un nuovo progetto. Siccome quest'argomento si può dire essere già stato esaminato con una certa maturità dalla Commissione a cui è stato rimandato il progetto della ferrovia *Vittorio Emanuele*, io proporrei alla Camera di voler rimandare alla Commissione medesima questo progetto.

PRESIDENTE. La Camera dà atto al signor presidente del Consiglio dei ministri della presentazione di questi progetti di legge.

Se non vi sono opposizioni, verrà dichiarato d'urgenza il progetto di legge pel prolungamento del molo nuovo di Genova.

(È dichiarato d'urgenza.)

L'altra proposta del presidente del Consiglio è quella d'invviare il progetto di legge sui bagni d'Aix alla stessa Commissione incaricata di quello per la strada *Vittorio Emanuele*.

VALERIO. Domando la parola.

Io non giudico conveniente questo rinvio del progetto dei bagni d'Aix alla Commissione incaricata di esaminare il progetto della strada ferrata, perchè io m'immagino che sarà succeduto negli altri uffici quello che accade nell'ufficio cui appartengo. Questo progetto dei bagni d'Aix non è stato esaminato, essendosi trovato che non poteva andar d'accordo colla legge sulla strada ferrata, e quasi tutti gli uffici hanno deliberato di domandare lo stralcio di questo progetto.

Io ritengo pertanto, che si potrebbe dichiarare d'urgenza questo progetto di legge, e allora rimandarli agli uffici, appunto perchè abbia luogo quell'esame che non si è fatto ancora.

MENABREA. La Commission du projet de loi relatif au chemin de fer de la Savoie a examiné la partie de ce projet qui concerne les bains et le Casino d'Aix; elle a tenu compte des observations qui ont été faites dans les bureaux de la Chambre et qui avaient pour but d'éliminer, en général, du projet de loi la partie qui est relative à l'établissement des bains.

Je crois pouvoir dire à l'honorable député Valerio que les bases techniques qui sont proposées actuellement pour l'extension des bains thermaux d'Aix ne sont pas changées, qu'il ne s'agit seulement que de ne plus faire exécuter ces travaux par l'administration du chemin de fer *Victor-Emmanuel*; mais par un *consortium* entre les communes, les provinces de la Savoie et l'Etat. De sorte que je crois que le nouveau projet du Ministère, proposé d'après les indications mêmes de la Commission, ne peut donner lieu à aucune des difficultés qui ont été précédemment soulevées dans les bureaux.

Comme ce projet est très-important et même très-urgent, il convient de mettre main immédiatement aux travaux nécessaires à l'établissement des bains d'Aix, attendu que ces travaux ont déjà été commencés et qu'ils se trouvent actuellement en suspens, faute de direction. Un retard pourrait même compromettre la saison des bains; car Aix a besoin de sortir des ruines dont il est entouré.

Je crois donc de toute urgence que le projet soit examiné et que le rapport en soit fait à la Chambre au plus tôt possible. Si on le renvoyait dans les bureaux, il y aurait encore une perte de temps assez considérable, et probablement pour cette Session nous ne pourrions pas approuver ce projet de loi. C'est pourquoi il est de toute convenance d'adopter la proposition de monsieur le président du Conseil.

VALERIO. Le ragioni addotte dall'onorevole Menabrea mi pare che cozzino colla proposizione che ha fatto. Egli ha detto che il progetto è intieramente cambiato. Se è cambiato intieramente, ragion vuole, vuole giustizia che sia di bel nuovo trasmesso agli uffici. Del resto io stesso ho domandato che sia dichiarato d'urgenza, e, quando lo sia, la Commissione ne sarà subito nominata. Ed io non veggio che possa avvenirne ulteriore ritardo, credo anzi che ne deriverebbe un beneficio, perchè allora le due Commissioni procederebbero di conserva, e l'altra legge, che è di uguale, anzi di maggiore importanza, che è quella che riguarda la via ferrata di Savoia, potrà venire più presto in discussione. Che se la Commissione deve occuparsi per presentare la relazione sul progetto dei bagni di Aix, sarà protratta la discussione sul progetto relativo alla strada ferrata della Savoia, il quale, come dissi, è più importante.

Io stesso desidero che questo progetto di legge sui bagni di Aix venga posto in discussione, e, per parte mia, farò il possibile affinchè la discussione abbia luogo prontamente, ma non essendo stato esaminato nei suoi particolari la prima volta, avendo l'onorevole Menabrea testè dichiarato che ora questo progetto è tutto cambiato, ritengo che mancheremmo alle prescrizioni del regolamento nostro, a quello che richiede ogni buon regime parlamentare, se lasciassimo da parte l'esame degli uffici per rimetterlo semplicemente a quello della Commissione. Non ne avremmo poi alcun vantaggio di tempo, perchè, quando i progetti vengono in questo modo in discussione nel seno della Camera, senza essere stati esaminati negli uffici, le discussioni sono protratte oltre il consueto.

MENABREA. J'ai demandé la parole pour répondre encore à l'honorable député Valerio.

La nature des travaux qui doivent être exécutés aux bains d'Aix n'est nullement changée par le projet actuel; il n'y a de changé que les moyens d'exécution, qui, au lieu d'être confiés à l'administration du chemin de fer Victor-Emmanuel, seront exécutés, comme j'ai déjà eu l'honneur de le dire, par *consortium* entre la Savoie et l'Etat.

Et en cela je crois que la Commission et le Ministère n'ont fait que seconder les idées qui avaient été émises dans tous les bureaux de la Chambre; de sorte qu'on peut dire que les bureaux ont examiné la question et émis leur avis, et que tant la Commission que le Ministère ont tenu compte de cet avis.

Je pense qu'il y aurait un grand inconvénient à renvoyer cette question aux bureaux de la Chambre, non pas que je veuille les frustrer du droit d'examiner le nouveau projet de loi (j'ai toujours, au contraire, réclamé que l'on suivit scrupuleusement les prescriptions du règlement à cet égard), mais, comme la question a déjà été discutée dans les bureaux, et que l'on a émis seulement le vœu que la partie relative à l'établissement des bains d'Aix et au Casino fût séparée du chemin de fer Victor-Emmanuel, je crois que dans le renvoi demandé à la Commission du chemin de fer il n'y a rien de contraire au règlement.

Que la Chambre croie bien que la question n'aurait rien à gagner à passer par les bureaux. La question a été minutieusement examinée et profondément étudiée par la Commission, puisque c'est elle-même qui a suggéré la modification proposée dans l'exécution de ces travaux. Je crois donc que la Commission est plus à même que personne de rédiger le rapport qui est relatif à ce projet de loi.

Je n'insiste pas davantage à cet égard. J'ai cru seulement devoir exprimer ces raisons à l'appui de ce que vient de proposer M. le ministre.

CAVOUR, *presidente del Consiglio, ministro delle finanze e degli esteri.* Mi permetterò di aggiungere qualche osservazione.

Vi sono due questioni da esaminare, la questione tecnica e la questione economica; la tecnica non è variata, poichè non si è variato nè punto nè poco il progetto di ampliamento dello stabilimento dei bagni; vi è solo una modificazione per quanto riguarda la parte economica.

La Commissione attuale avendo già esaminata la questione tecnica, almeno in parte, e i suoi lavori essendo già assai inoltrati, non credo che questo rinvio possa ritardare la presentazione della relazione intorno al progetto di legge riflettente la strada ferrata, perchè, se mal non mi appongo, la Commissione deve già essere quasi al termine dell'opera sua, almeno per quello che riguarda i vari punti in discussione relativi allo stabilimento; quindi la cosa procederebbe molto più sollecita.

Non conviene farsi illusione; la Sessione si avvicina al suo termine, onde conviene, a mio credere, adottare tutti quei mezzi che possono accelerare i lavori che hanno un carattere d'urgenza.

Ciò detto, mi rimetto alle deliberazioni della Camera.

PRESIDENTE. Metto ai voti la proposta, che il progetto di legge relativo ai bagni d'Aix sia rimandato alla stessa Commissione.

(È adottata.)

RIPIRESA DELLA DISCUSSIONE.

PRESIDENTE. Si ripiglia la discussione sul progetto relativo alla riforma della tassa degli interessi.

La parola spetta al deputato Michellini.

MICHELINI G. B. Al punto a cui è giunta la discussione io non tratterò lungamente la Camera sopra il progetto di legge che da tre giorni stiamo esaminando; io sarò soprattutto brevissimo, considerandolo dal lato economico. Già a questo riguardo e nella relazione, e dai deputati che mi hanno preceduto, si è trattata la questione con molta chiarezza; ed io rifuggo dalle ripetizioni. Per altra parte, quando si è detto che l'interesse non è altro che il prezzo dell'uso delle cose che cadono nel mutuo, giacchè quantunque il mutuo si contragga per lo più in danaro, mutuasi realmente una parte del capitale nazionale, cioè cose aventi valore; quando gli avversari della legge confessano che il prezzo delle cose in generale non deve essere soggetto a meta perchè è continuamente mutabile, dipendendo dai rapporti che avvi tra la quantità offerta e la quantità domandata, mi pare doversi necessariamente concludere che anche l'interesse, cioè il prezzo dell'uso delle cose mutate, debba essere libero, perchè anche tale prezzo è soggetto a continue mutazioni.

Ma, piuttosto che insistere nel dimostrare che i contraenti devono essere liberi nella stipulazione degli interessi, parmi più opportuno rispondere alle obiezioni che contro il progetto di legge sono state fatte.

Prima si presenta quella che taccia di uomini teorici coloro che difendono la legge. Ma che cosa intendesi con questa accusa? Forse che la teoria non nasce dalla pratica, cioè dall'osservazione e dai fatti? Se si dicesse che la teoria è falsa in questo o quell'altro punto, se si dimostrasse che noi siamo in errore, oh! allora, siccome vogliamo tutti sinceramente la verità, noi saremmo i primi a ricrederci. Ma, finchè ci si dice solamente in modo vago che siamo uomini teorici, noi non

abbiamo motivo nè di adontarci, nè di cambiare opinione. Imperciocchè noi legislatori non facciamo altro che applicare la teoria, cioè ridurre a fatti ciò che dall'osservazione, dai fatti e dall'attenta analisi dei fenomeni ebbe origine. La stessa cosa succede in tutte le scienze. Così da duecento anni si è scoperta l'elettricità, e se ne sono successivamente analizzati i vari fenomeni. Da queste investigazioni è nata la teoria dell'elettricità, che per lungo tempo fu insegnata nelle scuole senza pratica applicazione. Di recente si fecero stupende applicazioni dell'elettricità. Ora, vorreste voi apporre la tassa di teoretici a coloro che applicarono l'elettricità ai telegrafi, ovvero darestes la stessa taccia al chiarissimo nostro cavaliere Bonelli, che applicolla ai telai, perchè gli uni e l'altro si sono valse delle teorie insegnate da Volta, da Beccaria e da altri sommi fisici?

Passo al rimprovero d'inopportunità. L'onorevole deputato di Saint-Julien crede che avrebbe dovuto precedere la legge sul credito fondiario a questa sulla libertà dell'interesse. Io sono del suo parere. Molto mi spiace che quel progetto di legge sia stato abbandonato; io non ne so il motivo. Questo avvenne di molti altri progetti. Si intraprendono molti lavori legislativi, ma pochi se ne compiono.

In generale non avvi ordine in essi; quindi si lavora molto, ma con poco profitto per la nazione. I ministri ci presentano un maggior numero di leggi di quello che noi possiamo esaminare, e poi, o per colpa dei ministri, o per colpa nostra, alcuni di quei progetti rimangono sempre tali, e non cambiansi mai in legge. Ma se sarebbe stato da desiderare che alla legge sulla libertà degli interessi avesse preceduto quella sul credito fondiario, siccome la prima è intrinsecamente buona, così io l'accetto, poichè per le cose buone può esservi maggiore o minore opportunità, ma esse non sono mai inopportune. Io dissento dunque, nella conclusione, dall'onorevole De Viry.

Vengo ad una obbiezione di molto maggiore importanza. La Camera già s'avvede che io voglio considerare la questione dal lato della moralità, che a noi tutti deve stare più a cuore che qualunque altra cosa. Fondamento della libertà è la virtù; solamente i popoli virtuosi sono degni di essere liberi. La storia di tutti i tempi dimostra non potersi conseguire ed a lungo conservare vera libertà senza virtù. Quindi, e per la inefabile bellezza della virtù, e perchè senza di lei non si può avere libertà, la quale a miei occhi fa parte di virtù, io respingerei la legge che ci è proposta, ove dubitassi che essa leda la morale. Laonde ho creduto debito mio di esaminare e d'interrogare anche dotti giureconsulti se, sancita la legge, andranno impuniti molti contratti immorali ed illeciti che giornalmente si fanno. Vi sono in tutti i paesi, ed abbondano principalmente in Torino, certi vampiri sociali, i quali, abusando dell'altrui inesperienza, fanno certi contratti, mercè di cui essi arricchiscono rapidamente nel modo più infame, e cagionano così la rovina dei patrimoni di oneste famiglie, frutti di lunghi e nobili lavori. Cotestoro sono peggiori degli assassini delle pubbliche vie, i quali almeno danno prova di coraggio. Ora, sarà disarmato il braccio della società contro queste arpie rapaci quando noi avremo sancita la legge che stiamo discutendo? Io non lo credo, perchè se i giudici non potranno più avere la norma dell'interesse legale, avranno sempre quella, che potrà stabilirsi per mezzo di periti, della rata corrente in comune commercio nel tempo e nel luogo della stipulazione del contratto.

Non è poi da dubitare che continueranno ad essere in vigore, anche dopo la sanzione di questa legge, gli articoli 518 e 519 del Codice penale, i quali puniscono certi contratti in-

trinsecamente illeciti, indipendentemente dall'usura, alla quale si riferisce solamente l'articolo 517 antecedente. Io ho creduto dover fare quest'avvertenza, onde col non essere contraddetta non acquistasse forza la asserzione dell'onorevole Sineo, il quale, nella tornata di sabato, diceva che la legge attuale avrebbe implicitamente abrogati i citati articoli 518 e 519 del Codice penale.

Mi pare adunque per questo dimostrato che potranno sempre essere investigati, e rigorosamente puniti, i contratti illeciti, quali sono descritti negli articoli da me citati. Ed essendo per altra parte, dimostrato che una legge repressiva la quale stabilisca una meta degli interessi, non è punto quella che si oppone a questi contratti, io credo che cade necessariamente l'accusa d'immoralità che è stata fatta contro questa legge.

Per questi motivi, voto per il progetto di legge.

CHENAL. *Caton appelait l'usurier un assassin. Toute l'antiquité d'accord avec toutes les religions anciennes et modernes ont flétri l'usure.*

L'antiquité, me direz-vous, aussi bien que toutes les théologies possibles, n'ont rien compris à l'économie politique. Soit. Mais le cri universel des consciences n'est-il donc qu'un mythe? Ne se fait-il entendre qu'à l'effet de nous tromper? Y a-t-il donc une science qui puisse se mettre en opposition avec cette voix de Dieu?

En admettant un intérêt exagéré, vous troublez, vous bouleversez la conscience populaire qui toujours a regardé l'usure comme un crime. Vous mettez en question toute la morale du passé; vous lui faites douter des préceptes moraux les plus saints; vous déchaînez la cupidité; vous livrez le faible au fort; vous justifiez le juif que vous avez persécuté, torturé jusqu'à ce jour, que vous n'avez cessé d'appeler le vampire des chrétiens.

Vous dites à la magistrature de tous les siècles écoulés: en condamnant l'usurier, vous avez condamné le juste; vous avez été dupe d'un grossier préjugé, d'un arriérisme marqué en économie politique. Oh! si les juges contemporains qui ont participé à cette même sévérité, vous prenaient au mot, il est probable qu'ils auraient des remords. J'aime à croire qu'il n'en sera pas aussi.

Quelques soient vos efforts, vous ne réhabilitez pas l'usurier. Pour le peuple, ce sera toujours le tipe de ce personnage des vieilles légendes qu'invoque un malheureux dans sa détresse; ce sera Faust qui aliène son âme à Méphistophélès, qui, en retour de ce don, lui prodigue l'or et l'argent, jusqu'au jour fatal où il juge convenable de le perdre à jamais.

Votre loi peut bien avoir un écho dans le cœur bronzé de quelques trafiquants; mais elle n'en aura aucun dans la conscience impérissable des peuples.

Qu'il y ait des gens que les lauriers de Rothschild empêchent de dormir, qui ne voient rien du plus beau que d'avoir une place dans l'olympie de la finance, que Plutus soit pour eux le plus grand des immortels, est-ce donc à de telles individualités que nous devons sacrifier ce qui jusqu'à ce jour a fait partie essentielle de la morale des nations? De ce que le veau d'or qu'adoraient au désert les fils d'Israël, ait encore des jaloux ou des rivaux qui préfèrent quelques écus de plus à mille vertus de moins, devons-nous leur venir en aide? Est-ce donc une raison pour que nous leur rendions un culte, pour que nous formions une ronde autour de leur idole? Quoi! c'est sur la foi de quelques économistes hasardeux que nous nous permettrons de décider que la morale s'est trompée à l'endroit de ce qu'elle appelle l'usure! Que loin de mériter d'être honnie, elle a droit à des hommages! Le socialisme est

aussi parvenu à ranger sous ses bannières des esprits distingués; il a sans contredit mille fois plus d'adeptes que les théories sur l'intérêt que l'on cherche à faire prévaloir en ce jour, et cependant si l'on invoquait l'autorité des auteurs qui se sont faits les disciples de Pourrier, on vous verrait lever les mains au ciel, vous jetteriez les hauts cris, vous la repousseriez avec mépris.

Pourquoi cette différence? Est-ce parce que le socialisme serait la ruine du riche et que l'usure tend, au contraire, à l'enrichir? Voilà bien l'effet des passions qui n'acceptent, qui ne légitiment que ce qui est conforme à leur utilité personnelle. Morale de Basile avec des variations.

Sont-ce bien des lois que celles qui sont si répulsives à tous les instincts, qui sont séparées de toute pensée humanitaire, de tout intérêt de conservation, qui sont un antagonisme perpétuel à la loi naturelle? Quand elles ne tendent qu'à depraver le peuple, elles sont sans avenir, elles sont une tache à la contrée qui les adopte. Il n'y a que ce qui est juste qui mérite d'être immuable. C'est le seul conservateur qui ait droit à ce nom, qui puisse fonder des institutions durables.

Quel intérêt peut mériter une nation qui par ses lois s'est mise en dehors de la justice? Quand elle a manqué à son mandat, quand le sens moral lui a fait défaut, qu'elle ne comprend plus le mal qui la dévore, elle n'a plus aucun droit à l'estime des peuples. Si elle tombe, si elle finit par ne plus être qu'une expression géographique, elle ne doit imputer sa chute qu'à elle-même; elle a été le premier moteur de sa défaite: le monde ne lui doit aucun regret.

Notre plagiat irréflecti des lois étrangères dans ce qu'elles ont de défectueux, me remet en mémoire cet ouvrier chinois que des matelots anglais avaient chargé de confectionner ce genre de vêtement qui part de la ceinture aux malléoles des jambes. A cet effet ils lui avaient envoyé un vieux modèle déjà rapiéceté sur les genoux, au moyen d'un large et vieux carré d'étoffe. Trop fidèle imitateur du patron qu'on lui avait remis, le naïf chinois n'eut garde d'oublier dans le vêtement neuf de faire le raccomodage en question.

C'est ainsi que nous procédons dans notre législation. Nous faisons ou du neuf avec du vieux, ou du vieux avec du neuf. Nous appelons fièrement tout cela de l'éclectisme, bien que ce ne soit jamais que de la friperie.

Si, au lieu d'imiter, de singer l'étranger, le Piémont s'étudiait à faire des lois avec moins de légèreté, il s'acquerrait un titre à la reconnaissance publique. Contrairement à tout cela, la précipitation se substitue à toute étude sérieuse, le provisoire à ce qui devrait avoir un caractère stable. C'est la toile de Pénélope; rien de plus impuissant que nos œuvres.

Sans crainte d'être démenti, on peut assurer que si nous empruntons à l'étranger leurs lois, cet emprunt n'aura jamais rien de réciproque; l'étranger ne nous rendra jamais politesse pour politesse; jamais nous ne lui servirons de modèle; jamais il ne nous empruntera rien. Toute la législation subalpine n'est qu'un bric-à-brac de mesures sans avenir, qu'on dirait émanées d'une étude de procureur, avec un cachet de fiscalité tout spécial. (Si ride)

La fièvre qui poursuit nos ministres de tout révolutionner en finances, et rien qu'en finances, de vouloir faire de l'argent à tout prix, de multiplier indéfiniment les impôts, me rappelle ce roi de Phrygie qui, après avoir sollicité du Dieu auquel il avait donné l'hospitalité le pouvoir de convertir en or tout ce qu'il toucherait, risqua lui-même de mourir de faim, si ce même Dieu qu'il avait invoqué ne lui était venu en aide.

Pour peu que nos excellences persistent à vouloir nous en-

richir, tout en vidant nos poches, il est fort dangereux que la nation ne soit bientôt réduite à la besace. (Si ride)

A voir l'assurance, l'intrépidité avec laquelle on nous cite l'autorité de quelques panégyristes du libre intérêt, on dirait que leur parole est un dogme.

Jusqu'ici, un grand nombre d'économistes sont cependant d'accord que la science dont ils font l'objet de leur spéculation, admet dans son application des différences de temps et de lieu, que celle qui convient à une puissance maritime n'est pas entièrement applicable à celle qui ne l'est pas, qu'on aurait tort de l'assimiler à un théorème mathématique, irréfutable à toujours et partout. Tous sont d'accord avec Montesquieu, que dans les contrées maritimes l'usure n'y a pas le même caractère que dans celles qui ne le sont pas, parce qu'il y a là de plus forts gains à espérer, qu'on y est entraîné à plus hasarder, à risquer plus.

A Athènes, pays borné par un sol très-limité, dont le produit était inférieur aux besoins de la population, le revenu de la terre était très-élevé, il arrivait jusqu'à 12 0/0. Le propriétaire pouvait emprunter à un taux en rapport avec ses ressources. Il en est de même dans quelques parties de l'Amérique, où un grain de blé, confié à un sol vierge, en rend parfois jusqu'à 40 ou 50. L'usure ne peut y avoir l'effet pernicieux qu'elle aura ici où ce même grain ne peut guère se reproduire au delà de 8.

Dans un point du globe où abordent les vaisseaux de toutes les nations, où les capitaux peuvent à chaque instant trouver l'emploi le plus lucratif, où se concentre une grande activité commerciale, on comprend que l'intérêt puisse subir une condition exceptionnelle. Tels sont les Etats-unis de l'Amérique, dont les rivages sont baignés par la mer pendant plusieurs milliers de lieues.

J'en dirai autant de l'Angleterre où le propriétaire du sol est fort riche, où il emprunte peu, où l'acquisition de la terre, gréée de fidéicommis, de majorats, de main-mortes est fort difficile; le capitaliste qui là ne peut immobiliser son argent, forcé qu'il est de le confier au commerce, dont la situation est toujours précaire, toujours flottante, sans garantie terrienne, cherche naturellement à compenser la chance aléatoire, qu'il court par un bénéfice en rapport avec le risque; sollicité d'autre part par l'espoir d'un bénéfice, qui peut être immense, tout lui fait une nécessité de courir les aventures. Il n'y a là que le commerçant qui puisse être compromis, sans que le commerce en général puisse l'être, sans même que l'aristocratie s'enrichisse de ces accidents, sans que le sol qu'elle possède seule en soit ébranlé. En est-il donc de même chez nous, contrée effectivement agricole, qui n'a qu'un débouché fort exigü, rencontrant une concurrence dans tous le pays circonvoisins?

Est-il donc possible de généraliser en Piémont l'esprit du commerce, come il l'est en Angleterre? L'emprunteur courra-t-il la chance qu'un emprunt élevé peut rencontrer dans la Grande-Bretagne?

Quand le Piémont sera une île émaillée dans toute sa circonférence de villes nombreuses, quand il aura, comme l'insulaire anglais, 200 millions d'habitants sous sa domination, que ses colonies seront éparpillées sur toute la surface du monde, quand Turin sera la métropole d'un échange immense, lorsque le royaume Sarde jouira d'un crédit semblable au crédit anglais, fruit d'une confiance, d'un patriotisme inséparable d'une longue liberté, nous pourrons aussi élever les intérêts.

L'anglais est joueur de sa nature; il parie des sommes considérables à chaque instant, au sujet de tous les futurs contingents de la vie; une course de chevaux, une *steepie-chase*

lui fera hasarder des capitaux qui constituent toute sa fortune, dont la perte livrera sa famille à la misère, en compromettant trop souvent celle de ses créanciers. Mais par suite de chances aléatoires inséparables du commerce immense qui existe dans la Grande-Bretagne avec les quatre parties du monde, par l'habitude qu'on a dans ce pays de voir un homme pauvre aujourd'hui se relever demain, par l'espoir qu'ont ceux auxquels il doit qu'il pourra se réconcilier avec l'aveugle fortune et les désintéressera de la perte qu'ils subissent, on est porté à lui continuer le plus large crédit, dans le but qu'il pourra reprendre son commerce. Loin d'être déshonoré, d'être à jamais tombé, comme cela arriverait partout ailleurs, il recommence donc son trafic, ses opérations premières, comme si rien de fâcheux ne lui était survenu. Ce n'est guère qu'après plusieurs faillites qu'on se fatigue enfin de lui venir en aide.

Tout cela est entré dans les mœurs et fait en quelque sorte partie de cette liberté fort large, qui a pour conséquence de rendre l'homme très-aventureux. Sommes-nous donc dans des conditions similaires pour essayer d'une telle imitation?

Si elle était possible, ce qui est un mal en Angleterre aurait chez nous un effet plus désastreux, à jamais irrémédiable. Nous peuplerions le Piémont de Bohèmes, de gens perdus; nos mœurs seraient pour toujours altérées.

L'usure est inséparable du jeu. Elle amène inévitablement à sa suite la misère et la honte de ceux qui se livrent entre ses mains.

Dans une contrée méridionale, elle porte à la paresse et au luxe; elle est mille fois plus funeste que dans le nord où tout ce qui n'appartient pas à l'aristocratie travaille.

Or, si, comme je viens de le dire, usure enfante le jeu, le pouvoir ne sera-t-il pas en contradiction avec lui-même en s'armant du Code pénal pour sévir contre cette sorte de re-creation hasardeuse qui a pour but de gagner de l'argent, en se séparant du travail qui légitime sa possession?

Une des causes du prolétariat anglais est peut-être dans la loi que vous voulez adopter. Il n'a pas seulement sa source dans la richesse immense du clergé et de l'aristocratie auxquels le sol est à jamais inféodé, mais sans doute aussi dans l'absence de tout frein imposé aux exigences du créancier, libre d'affamer le pauvre, de spéculer sur sa détresse, de rivaliser avec le *Shylock* de Shakespeare.

Le déplorable résultat des misères produites en France par l'*aggio*, ne nous a pas corrigés. Nous nous empressons de leur donner asile et nous repoussons les mesures les plus humanitaires à l'aide de mille sophismes.

S'agit-il de l'abolition de la peine de mort, ou même de l'adoucissement de quelque pénalité trop cruelle, l'on nous oppose le respect dû aux préjugés populaires. La liberté de conscience, le droit qu'à chaque homme de prier Dieu selon les inspirations de sa conscience, la liberté de l'enseignement, l'inviolabilité de la magistrature, des changements de long-temps sanctionnés par l'expérience d'autres peuples, sont non avenues pour nous. Nous sommes alors d'une timidité sans égale. S'agit-il, au contraire, dans une loi de succession, de faire abstraction des dettes, d'un nouvel impôt, d'une disposition qui s'adresse à l'argent, nous sommes décidément intrépides, bien que ces changements financiers soient les plus propres à menacer cet Etat, alors qu'ils sont établis avec irréflexion. Nous ressemblons à ce personnage de l'antiquité qui restait impassible sur les ruines.

Comment, c'est vous que vous dites si dévots, si pieux quand il s'agit de la loi sur l'enseignement, qui nous assurez que le catholicisme étant la religion de l'Etat, doit nécessai-

rement faire partie de l'instruction donnée à la jeunesse, c'est vous qui en lui donnant ce baiser d'Iscaïot (*Oh! oh!*) osez démentir si carrément ses doctrines à l'endroit de l'usure? Ah! n'est-ce pas le cas de répéter avec ce bon Basile: qui donc trompe-t-on ici? (*Si ride*)

Prenez-y garde: il y a quelque chose de choquant à voir un chapelet dans les mains de ceux qui font si bon marché de la misère populaire.

Si la valeur de l'argent doit être proportionnée à la demande, il est non moins nécessaire que la demande, quelque multipliée qu'elle soit, ne soit pas en disproportion avec les ressources du demandeur; autrement qu'arrivera-t-il? Vous aurez enrichi le publicain au préjudice, du campagnard qui vous nourrit, de l'homme de la providence, de celui qui pour le moins vaut cent publicains.

En bonne économie politique, avant le rentier ou l'homme de loisir, c'est le travailleur que la loi, dans le doute, devrait de préférence favoriser; c'est le travailleur dont les intérêts se confondent plus intimement avec ceux de la société; c'est lui qui crée, qui féconde, qui perfectionne; c'est lui qui nous enrichit.

C'est par l'abaissement de l'intérêt que le vêtement, que le loyer, que le chauffage, que l'alimentation du peuple, que les choses les plus nécessaires à la vie sont plus accessibles aux masses.

C'est par l'obtention plus facile de l'intérêt que la manufacture pourra s'élever, que l'ouvrier sera plus payé, en même temps que la main d'œuvre, par une coïncidence facile à saisir, pourra être livrée à un prix modéré. C'est ici le cas d'appliquer le proverbe vulgaire: celui qu'emprunte à un taux élevé pour bâtir, ne bâtit que pour revendre à perte. Celui qui achète cher, vend cher, ou ne vend pas du tout, ou bien vend à perte. S'il me faut payer des intérêts trop usuraires, le prix de revient de chaque création ne peut qu'en être augmenté; l'ouvrier est fatalement condamné à mourir de faim, nécessairement et l'on arrive à la banqueroute.

Il n'est pas dans la nature des capitaux de rester stationnaires. C'est quand le capitaliste n'obtiendra qu'un intérêt discret qu'il se fera lui-même manufacturier, négociant, agriculteur.

Si le Gouvernement eût éveillé l'attention publique sur une foule de créations faciles à réaliser chez nous, si au lieu d'entretenir une armée pleine de luxe, excédant ses besoins, il eût réservé une partie de ses revenus à avancer des fonds à des industriels et à un intérêt modéré, il aurait certainement donné au commerce et à tout ce qui s'y rattache l'impulsion la plus vive. Loin de là, la population de Turin manque d'un travail justement rétribué. Voulez-vous vous en convaincre, portez-vous vers le soir à la porte de la manufacture de tabac, vous en verrez sortir des légions de femmes au teint pâle, dont les labeurs leur procurent tout juste de quoi ne pas mourir de faim. Quelle différence avec les ouvrières employées en Suisse, dont les traits portent, en général, l'empreinte de la santé et de la vigueur!

Si l'intérêt de l'argent est le fruit d'une marchandise, il doit en être de même de la production agricole. Or, comment prétendez-vous élever la valeur du premier quand le second ne peut l'être que dans une mesure fort bornée? Si l'agriculture a des produits limités dont la moyenne n'excède jamais le 3 pour cent, comment obtiendra-t-elle un allègement à ses souffrances, si on l'assujettit aux exigences légales d'un financier qui la soumettra à lui payer le 8 ou le 9?

Le temps sera en vain de l'argent pour le capitaliste comme

pour l'agriculteur; tandis que les champs de ce dernier seront soumis aux intempéries, aux impôts, qu'il sera lui-même contraint à des chômages répétés, l'argent du premier ne subira aucun de ces inconvénients. Il ne sera pas contraint de s'arrêter en route; il grossira son trésor à chaque heure qui s'écoulera, à la différence du travail agricole qui est en dehors de ces conditions.

Jusqu'à ce jour nous avons vu le campagnard succomber sous la différence existante entre ses propres ressources, et les charges qui lui sont imposées.

Dans un pays où la production agricole excède les besoins de la population, ou par l'effet de cette abondance même les substances alimentaires subissent une valeur bornée, comment l'argent placé à un taux trop élevé, changera-t-il ces rapports? Non, ce que nous verrons ce sont les expropriations se multiplier indéfiniment, la mauvaise foi de l'emprunteur lutter contre l'avidité des prêteurs. Le Piémont deviendra une fidèle image de l'ancienne Normandie.

Dans les pays de montagne, loin du commerce d'un grand centre de population, l'effet de la loi proposée sera spécialement désastreux. Une fois dépossédé de sa terre par les riches, dont la fortune grossira indéfiniment, le paysan ne pourra plus la reconquérir. Que deviendra avec cela le prolétaire dont le salaire s'élève d'autant plus tardivement que le prolétariat est plus multiplié?

Qu'en principe général la recherche d'une chose soit en rapport avec sa valeur, cela est vrai, sauf quelques exceptions. Mais quel rapport cela peut-il avoir avec la précaution prise par le législateur, à l'effet que l'homme imprudent soit d'autant plus garanti de l'abus qu'il peut faire de cette même chose, qu'elle fascine plus ses yeux?

La loi ne protège-t-elle pas le prodigue contre ses propres actes? Ne vient-elle pas au secours de la femme mariée trop facilement séduite? Pourquoi ne viendra-t-elle pas en aide au plus grand nombre des hommes égarés par l'appât de l'argent qui devient pour eux l'arme la plus dangereuse? Ce que vous faites en plus pour le prodigue et la femme mariée, pourquoi ne le feriez-vous pas en moins pour la généralité des hommes?

Par cela seul que l'or est l'auxiliaire le plus puissant, la plus funeste des passions qui trop souvent nous aveuglent, cela ne nous indique-t-il pas une sorte de nécessité à ce que l'homme ne puisse en abuser, soit en le prêtant, soit en l'empruntant? Il suffit qu'il soit pour une foule d'individus, ce qui est une arme dans les mains d'un enfant, pour que la société soit en droit d'en surveiller, d'en régler l'usage.

Si la recherche d'un objet ne s'adressait jamais qu'à des emplois utiles, nul doute que cette recherche ne fût alors en corrélation avec sa valeur intrinsèque. Ce serait alors commettre un larcin envers son possesseur, que d'en limiter l'emploi à son gré. Est-ce donc ici le cas? Qui oserait l'affirmer? Autant vaudrait soutenir que l'opium que recherche si avidement le Chinois est un indice de son utilité, que la courtisane la plus recherchée est le corrélatif de la plus juste des estimations.

Comme je vous l'ai dit, comme l'on ne saurait jamais trop le répéter, votre loi aura donné l'essor le plus effrayant à l'agiotage, au déplacement des fonds publics, à la fièvre de l'or, à l'inégalité des fortunes, à la disparition des petits propriétaires terriens, à l'altération des mœurs par la commotion incessante que vous aurez fait naître. Vous aurez appris aux populations à subordonner l'intérêt moral à l'intérêt matériel.

A côté de quelques millionnaires ressemblant à ces loupes, à ces tumeurs cancéreuses dont la puissance d'absorption

compromet la vie de tout ce qui les entoure, vous aurez multiplié les prolétaires pour faire briller quelques fortunes scandaleuses.

Semblables à ces dypères dorés qui vivent de substances nauséabondes, nous verrons quelques nouveaux Turcarets étaler un bien-être fastueux, gorgés qu'ils seront du sang, des chairs d'une foule de malheureux.

Puis, tandis que le mal se propagera avec la plus grande énergie, nous verrons probablement des publicains demander triomphalement au peuple: vous sentez-vous corrompu? Enrichissez-vous donc; et tout cela en centuplant toutes les misères à leur profit.

On a lieu vraiment d'être étonné que vous osiez entreprendre ce que Louis-Philippe, si favorable aux gens d'affaires, aux bricanters, n'a pas osé ou n'a pas voulu faire!

C'est, sans contredit, au déplorable résultat des misères produites par l'agiotage, qu'il faut attribuer les théories socialistes qui voulaient proscrire tout revenu de l'argent. Si la France eût légalement favorisé l'usure, comme on nous le propose ici, peut-être le socialisme y eût-il triomphé; on aurait centuplé sa puissance. La majeure partie des gens qui l'ont combattu se seraient probablement rangés sous sa bannière.

Quand on voudrait éveiller le chartisme piémontais, on n'agirait pas autrement. Je sais bien que ce n'est pas là la pensée de nos ministres; mais quelle qu'elle soit, elle l'introduira infailliblement chez nous.

Lorsqu'on exagère une pensée, on provoque naturellement l'exagération d'une pensée contraire. Tous les extrêmes se touchent. Quand l'usurier ne rencontrera aucune limite à son avidité, il est légitime qu'il n'en rencontre aucune à l'indignation, au mépris public.

Il n'y a que ce qui est légitime, contenu dans des bornes modérées, qui ait droit de parler à la raison.

Oui, vous allez faire naître une guerre sociale, diviser la société en deux camps ennemis, jeter dans bien des âmes des germes de colère inextinguible.

Proudhon, qui nous a dit que la propriété c'est le vol, pourrait bien finir par avoir raison auprès du peuple que vous tendez à soulever.

Il pourrait, à une époque plus ou moins lointaine, se retourner contre le riche dont vous le faites la proie, auquel vous permettez de serrer à volonté le lacet qui déjà le garrotte.

Sous la pression de l'indigence, qui l'étouffe, avec l'absence de prévision qui est ordinairement son partage, il acceptera d'abord les secours perfides qu'on aura mis à sa disposition, sans trop voir l'abyme dans lequel il tombera infailliblement plus loin; mais bientôt le sentiment qu'il éprouvera d'avoir été victime d'une contrainte morale, la conviction qu'on aura exploité sa situation, ne le rendra que plus disposé à chercher à se soustraire à ses obligations. On aura fait marcher du même pas, parallèlement, la misère et la mauvaise foi; ou aura corrompu à la fois le capitaliste, qui se sera gorgé des pleurs de sa victime, et la victime, que la détresse avilit toujours. Ce sera la boîte de Pandore, moins l'espérance.

On aura faussé la pondération relative du bien-être, qui, autant que possible, doit être le partage de chaque membre de la société; on aura détruit toute proportion entre les revenus du sol et l'intérêt du capital. L'absorption du maigre avoir du pauvre par le riche se sera démesurément élargie. A la place de la poule au pot que promettait pour le dimanche le Béarnais aux Français, le peuple subalpin devra se trouver fort heureux s'il y peut glisser un fragment de pain noir ou de chair abandonnée à la voirie.

Avec votre loi, vous rendez le crédit mobilier impossible! Quelle sera donc la compagnie assez bénévole pour prêter au 4 pour 0,0, quand elle pourra disposer de ses fonds à un taux presque deux fois plus élevé?

Depuis quand le sentiment, la philanthropie, le désintéressement, le bucolisme ont-ils été la vertu du publicain?

S' imagine-t-on que l'anglais et le français viendront mettre leur argent à notre disposition?

Non, je ne le crois pas. J'ai déjà dit pourquoi à l'égard du premier; dans un instant, je vous dirai le pourquoi à l'égard du second.

Si vous croyez que, par l'appât de l'élévation de l'intérêt, nous appellerons les capitaux étrangers, pourquoi, par une contradiction des plus choquantes, ajoutez-vous que la concurrence de ces mêmes capitaux l'abaissera? Quel sophisme! Si la concurrence abaisse l'intérêt, l'étranger rapportera son numéraire dans sa patrie; il ne le placera que sous la condition de pouvoir faire légalement de l'usure, de rencontrer en Piémont des avantages supérieurs à ceux qu'il pourra rencontrer chez lui. Dans ce dernier cas, il empirera la condition du travailleur piémontais; il commencera par ruiner tous ceux qui recourront à sa caisse. Puis, sera-ce bien l'élite de l'étranger qui accourra en Piémont pour y prêter à gros intérêt? Le pays aura-t-il biensujet de s'enorgueillir de la venue de ces gens affamés?

C'est en présence de la découverte des placères de la Californie et des champs d'or de l'Australie; c'est quand la pièce de vingt francs que son faible volume rend si facilement transportable, est échangée sans redevance contre des écus; c'est quand l'intérêt de l'argent tend à baisser partout que nous l'élevons! Comment expliquer que la diminution des intérêts qui suivit l'exploration des mines de l'Amérique, lors de sa découverte, trouvera sa condamnation dans ce que nous voulons faire aujourd'hui? Que signifie donc une telle mesure?

Est-ce donc pour favoriser la Banque Nationale, pour lui faciliter de plus amples bénéfices? Mais dans cette hypothèse ne serait-on pas fondé à croire que la restauration prétendue du Trésor n'est qu'un leurre, que ses poches loin d'être au niveau de nos dépenses, subissent une véritable perturbation qu'elles sont complètement perforées.

La pression usuraire qu'exerce le pouvoir sur la population finira comme l'apologue de la poule aux œufs d'or; elle aura le résultat de l'œuvre du sauvage qui abat un arbre pour mieux en cueillir les fruits.

De ce que des hommes d'affaires trouvent le secret d'élever la loi sur l'usure, est-ce donc une raison pour généraliser le mal, pour lui donner une existence légale?

De ce qu'il y a des jeux de roulettes à Baden, de ce que des Piémontais s'y rendent pour jouer, est-ce donc un motif pour les naturaliser à Aix, à Evian et à Chamonix? Les jeux de carte, qui ont lieu dans quelques maisons particulières, ne justifient pas la loterie; le mal ne dispense pas le mal, pas plus que les courtisanes qui parcourent les trottoirs dans la nuit ne justifieraient le Gouvernement de favoriser la dépravation des mœurs.

Votre *ultima ratio*, permettez moi ce néologisme, n'est que l'*ultima irratio* par excellence.

A la rigueur on peut comprendre l'usure dans le commerce pour les lettres de change entre les mains d'un possesseur de bonne foi, mais il ne peut en être de même pour des créances qui reposent sur des hypothèques séparées de tout péril.

L'interdiction du libre intérêt, dans une mesure rationnelle, en rapport avec les ressources d'un Etat, est un lien entre les membres de la société.

Bien qu'exagérée, l'interdiction de l'usure de juif à juif a peut-être été le lien le plus vivace entre les membres de la société hébraïque.

L'usure, au contraire, permise à l'égard de l'étranger n'a pu que lui susciter d'ardents adversaires; en violant les lois de la justice à l'égard de ce qui ne faisait pas partie de sa nationalité, elle a du provoquer contre lui des guerres incessantes.

La fraternité, une sorte de socialisme qui était une obligation de juif à juif, se changeait en exaction alors qu'il était question d'un amalécite ou d'un philistin. Ce sera pour nous l'histoire du prolétaire contre celui qui possède. La liberté ne se fonde que sur la moralité humaine qui doit être la première pensée du législateur. Celui qui fait défaut à ce devoir n'est que le fléau de son pays. La postérité ne lui doit qu'une pierre difamatoire.

Aristide repoussait avec grandeur ce qui n'était qu'utile sans être juste. Nos ministres ne procèdent pas même au rebours de tout cela: car ce qu'il nous proposent n'est ni juste, ni utile.

Loin d'être une loi civilisatrice, votre loi proposée n'est que la guerre du riche contre le pauvre; elle arrache du cœur du premier toute pitié, toute bienveillance, tout sentiment religieux. C'est l'esclavage du malheureux sous une nouvelle forme, c'est pour lui une exhérédation à sa part du sol, c'est un divorce complet avec une loi morale qui remonte au berceau de l'humanité.

On convient spéculativement que l'abus des intérêts est déplorable; mais quand il s'agit de formuler cet anathème en morale pratique, on s'y refuse.

Meliora probo deterioraque sequor.

On oublie tout ce que les passions dépravées acquièrent de violence et d'énergie à l'abri de la loi.

Nous allons donner l'expansion la plus perverse à la cupidité. Pour en citer un exemple entre mille autres, qu'aurait à répondre le voyageur au maître d'hôtel qui le rançonnerait outre mesure? Ce dernier serait-il pas en droit de lui dire: le prix que j'exige de vous est en rapport avec ma nombreuse clientèle, avec les demandes dont mes comestibles sont l'objet; je suis le maître de mes marchandises, au même titre que vous êtes le maître de votre argent.

Hier la somme de cent francs ne valait que cinq francs d'intérêt; aujourd'hui elle en vaut dix. En conséquence de cette hausse qui a fait justice du modique taux légal d'autrefois, qui n'était qu'un préjugé, je hausse à mon tour mes bénéfices.

N'ai-je pas droit, au même titre que vous, au laisser faire, au laisser passer, que vous ne cessiez d'invoquer lorsqu'il vient en aide à vos poches? Ah monsieur, laissez moi aussi remplir la mienne! que diable, il faut bien que chacun vive! tant pis pour vous, si vous n'en voyez pas précisément la nécessité!

Je me rappelle avoir rencontré deux touristes qui dépouillaient un arbre de ses fruits. L'un d'eux disait à son camarade de voyage: l'on nous a si bien dévalisé dans les hôtels, qu'il doit bien nous être permis d'être quelque peu voleurs à notre tour.

On a comparé les nouveaux économistes qui ont préconisé le libre intérêt, à des hommes qui ont découvert un nouveau monde de bienfaisance. Je suis persuadé que c'est là une erreur, que le nouveau Copernic moral ne sera pour nous que Caron qui conduira les âmes, non à l'Elysée, mais bien au Tartare. (Si ride)

Je voterai en conséquence contre la loi.

DE FORRESTA, ministro di grazia e giustizia. Non in-

tendo, o signori, di rispondere ai vari argomenti che in questa seduta si vennero riproducendo dagli oppositori al presente progetto di legge, giacchè un tale compito sarà molto meglio adempito dall'onorevole relatore quando si farà a riassumere la discussione; io mi restringerò anzi ad una breve risposta, che sarà una protesta all'ultimo degli oratori, giacchè non posso accettare la censura che egli moveva alle intenzioni del Ministero...

CHEVAL. Oh non, pardon!

DE FORESTA, ministro di grazia e giustizia... nel presentare questa legge, od almeno alle conseguenze che egli crede possa la medesima produrre. Esso disse che con questa proposta verrà ad elevarsi la tassa degl'interessi a danno dell'agricoltura e della classe meno agiata che è pur la più bisognosa di capitali. Signori, noi vogliamo appunto riuscire ad uno scopo opposto, come ebbi l'onore di dichiararvi nella precedente seduta e come oggi di nuovo vi ripeto: ed è perchè siamo convinti che agli agricoltori occorrono maggiori capitali di quelli di cui in oggi possono disporre, che noi vi sottoponemmo questo progetto; poichè fin quando sarà in vigore la legge attuale siamo persuasi che non potremmo ottenere denaro a prezzo discreto, come unicamente potrà conseguirsi con lo stabilire la libertà degl'interessi.

Ci venne osservato che, abolita la tassa di questi non potranno i capitali avere tranne mercè un immodico corrispettivo. Questa, o signori, è una mera asserzione di coloro che combattono la legge; ed in fatti in altri paesi più di noi avanzati nelle economiche dottrine, anzi in alcune parti d'Italia dove la legge non fissa all'interesse del denaro limite di sorta, questo è assai più moderato che non sia colà dove tuttora esiste una tassa.

Già si è citato l'esempio d'Inghilterra; or mi si consenta accennarvi che nel Codice napoletano è proclamata la libertà degli interessi quasi nei termini medesimi che noi adoperammo nella proposta che sottoponemmo alle vostre deliberazioni. A coloro che ci oppongono diverse essere le condizioni d'Inghilterra dalle nostre, poichè colà abbondano i capitali e fiorisce la industria ed il commercio più largamente che presso di noi avvenga, potremmo rispondere che in oggi queste italiane provincie non sono ad alcun altro paese, nè per l'abbondanza dei capitali nè per i traffici, secondo. Ma, posto anche in disparte questo argomento, io domanderò ai miei contraddittori: credono essi che appo noi minore sia la industria, meno attiva la circolazione dei capitali che non nel regno di Napoli? Eppure colà nessun limite è fissato agli interessi, e mercè la libertà si può con un minor corrispettivo ottenere danaro a prestanza.

Del resto, l'onorevole preopinante non vorrà certo negarmi che presso di noi agli agricoltori mancano capitali e che non se li possono procurare, tranne sottomettendosi ad illecite usure; illecite, dico, perchè attualmente dalla legge proibite; poichè questo è un fatto a cui accennarono tutti gli oratori che presero parte a questa discussione, ed i quali furono unanimi nel muovere un tale lamento. Or bene noi diciamo precisamente che questi capitali così necessari non affluiranno se non si lasci la libertà al mutuante di fissare l'interesse.

Nè si obbietti che, se più difficile è nell'attuale sistema trovare un mutuo, almeno, quando si riesce a contrarlo, rovinosa non è la tassa degli interessi; poichè questo argomento, permettetemi la espressione, non è che un mero anacronismo. Se altro mezzo non vi fosse per investire il danaro, allora forse, mantenendo la tassa degli interessi potrebbonsi favorire i mutuatari, perocchè i capitalisti, non sapendo come impiegarlo, e la legge non permettendo di percepire un inte-

resse maggiore di quello da essa determinato, dovrebbero necessariamente a questo restringere le loro pretese. Ed a tale proposito il celebre Dupin, che venne citato in principio di questa seduta, diceva che, se vi sono persone le quali hanno bisogno di ottenere capitali, vi sono anche dei capitalisti i quali hanno necessità di collocarli. Non sarò io quello che mi faccia a negare che ciò ha potuto in date circostanze una volta avvenire: ma chi potrà contestare che in oggi esse non sieno affatto cambiate? Collo stabilimento del debito pubblico, collo sviluppo delle azioni industriali, colui che non vuole affidare i suoi capitali mercè il corrispettivo legale può senza difficoltà altrimenti investirli; quindi è che, mantenendo la tassa, privansi coloro che di essi abbisognano del mezzo di ottenerli, ed è sol con la legge che vi proponiamo che si potranno far colà affluire dove oggi non arrivano e dove pur tanto sarebbero necessari: e mercè la concorrenza otterrassi la diminuzione del prezzo.

È questo tale assioma che non puossi contestare: solo per indebolirne la forza si oppone che maggiori dei capitali sono le domande le quali di essi vengono fatte, e che quindi impossibile riesce la concorrenza sperata, tanto più per trattarsi di merce la quale può conservarsi da chi la possiede e ne pretenda un prezzo eccessivo. Se non che facile è la risposta a questa obbiezione. L'interesse del capitalista si oppone a che tenga infruttuoso il danaro piuttosto che mutuarlo mercè un discreto corrispettivo: e, tolti gli impedimenti alle contrattazioni dei mutui, ne verrà la conseguenza che affluiscono i capitali, e debba perciò il prezzo dell'impiego loro scemare.

Disse l'onorevole preopinante che con abolire la tassa degli interessi infliggesse un biasimo alla magistratura di tutti i tempi, quasi abbia fin qui condannato un atto giusto. Permetta che io gli risponda che con applicare una legge esistente mai non potè la magistratura condannare a torto; avvegnachè, fino a tanto che una legge è in vigore, cosa ingiusta è infrangerla, non il vegliare alla sua osservanza, nè mai si potrà fare un rimprovero ai giudici per aver compiuto il debito loro.

Con queste osservazioni io credo di avere bastantemente risposto alle censure che si mossero al progetto di cui si tratta.

CHEVAL. Je ne puis que protester contre les intentions hostiles, personnelles, que monsieur le ministre De Foresta a cru devoir m'imputer. Je n'ai pas eu de telles pensées; nul plus que moi ne rend justice à la probité de monsieur le garde des sceaux; je suis loin de lui adresser le plus faible soupçon qui tendrait à l'offenser.

Je regrette qu'il n'ait pas répondu à la plupart de mes objections; nous n'avons fait dans le dialogue qui a eu lieu entre nous qu'échanger la chanson du ricochet, c'est à dire que presque toutes mes observations sont restées sans réponse. Sa citation au sujet du Gouvernement napolitain qui a donné la plus large extension au libre intérêt, n'a pour moi rien de concluant, rien qui puisse nous engager à suivre les traces de cet Etat.

Seulement je demanderai à monsieur le ministre si un Gouvernement absolu, si un Gouvernement tel que celui cité n'a peut-être pas fait cela dans l'intérêt de son despotisme, dans celui d'une pensée de dépravation propre à favoriser la tyrannie.

On sait que l'agiotage distrair volontiers les peuples de la politique, que l'homme qui a pour devise *l'auri sacra fames*, plongé dans la matière, fait volontiers bon marché d'idées morales. Hors sa caisse tout est pour lui utopie.

Tant que je ne verrai pas les étrangers porter leur numéraire à Naples, je dirai que cette exemple est pour nous tout à fait insignifiant.

Il n'a pas non plus été dans ma pensée de censurer la magistrature; j'ai cru avoir fait le contraire. Je ne puis partager l'opinion de monsieur le ministre qu'une loi, parce qu'elle est loi seulement, suffirait pour disculper un juge. Je crois qu'il y a des règles de moralité et de justice qui sont supérieures et préexistantes à toutes les prescriptions qui n'ont pas ce caractère. Pour un honnête homme il n'y a de lois que celles qui méritent ce nom.

Il est difficile de comprendre qu'un cœur élevé puisse se faire à son escient l'instrument d'une loi qui est inique.

Quant à ce que j'ai dit que l'étranger n'apportera ici ses capitaux qu'à la condition de faire de l'usure, je suis autorisé à persister dans cette opinion. Ne nous a-t-on pas répété à plusieurs reprises que, pendant que le libre intérêt a été permis en France, nul étranger n'y a porté son numéraire? S'il en apporte en Piémont, ce ne sera que pour y obtenir des bénéfices plus élevés que ceux qu'il pourrait réaliser dans son pays.

Je ne vois pas comment une contrée comme la nôtre, qui est loin d'offrir les avantages que l'on rencontre en France, pourrait obtenir une plus large confiance. Ce que l'on a dit de ce dernier pays, ce que l'on a dit de Naples peut fort bien s'appliquer au royaume de Sardaigne. Je n'y vois pas de différence. Je ne puis que persister dans mon opinion.

PRESIDENTE. La parola spetta al deputato Isola, l'ultimo che rimane iscritto.

ISOLA. L'argomento della discussione è oramai talmente sviluppato ed approfondito che poco mi rimane ad aggiungere; mi permettarò quindi alcune poche osservazioni sulla differenza tra il rapporto teorico ed il rapporto pratico della questione.

Sotto il rapporto teorico, io ho veduto che il sistema di chi sostiene la libertà dell'interesse è basato sulla massima che il danaro è merce e che come tale si deve ritenere; che, come merce, non vi è una ragione per cui debba essere soggetto ad una tassa limitativa del suo valore, e non abbia ad essere regolato dalla legge generale di tutte le altre contrattazioni e di tutte le altre merci.

A questa massima, in teoria, io pienamente accedo. E certamente, se il danaro è merce, non vi è ragione per cui la libertà di sua contrattazione non debba essere al pari di quella di qualunque altra merce; e tanto più che, non sola la teoria, ma anche l'esperienza oramai ha dimostrato che le restrizioni limitative non sono di un vero utile alla società, neppure negli oggetti di prima necessità: ed è per questo che oramai si riconosce che persino la meta del pane è una cosa di nessuna vera utilità.

Ma quand'è che io ammetterò e riconoscerò nel danaro la qualità di merce? Allorchè la condizione di un paese, la sua prosperità agricola, industriale, commerciale e finanziaria è tale che ivi il danaro, per vie straordinarie, abbonda immensamente, allorchè eccede quella quantità necessaria onde il danaro sia il rappresentativo legale, la bilancia tra il valore delle cose ed i bisogni dei consumatori. In questo caso è certo che quanto oltrepassa il vero necessario, il di più del danaro diventa una merce qualunque, perde quella qualità privilegiata per cui fu introdotto nel commercio del mondo; non vi è allora distinzione tra l'oro monetato, legale, ed il metallo stesso non monetato di cui si compone; tutto dipende dal valore che ha nella pubblica opinione.

In allora il danaro non è più il rappresentativo del valore delle cose, esso è rappresentato invece dalle cose medesime; inquantochè dal danaro, quando eccede il bisogno del rappresentativo legale, io ricavo delle altre cose. Ma l'abbondanza

del danaro è quella la quale fa che minor quantità di cose mi si darà per quella data quantità di danaro; ed in questa misura diminuisce gradatamente quel valore che si chiama valore del numerario. Ma ora, venendo all'applicazione della massima alla pratica, siamo noi in questa posizione felice, in cui i capitali, il numerario ridondi talmente nel nostro paese, onde, cessando di essere il rappresentativo di valore delle cose, diventi esso una cosa rappresentata, una merce puramente trafficabile? Questo è il punto della questione pratica, vale a dire, è da vedersi se la massima teorica, che è vera, sia al giorno d'oggi per noi applicabile. Per dire il vero, io dubiterei alquanto della posizione in cui credo che debba trovarsi un paese perchè il danaro diventi una merce come le altre. Se consultiamo le statistiche nostre commerciali di esportazione ed importazione, io non so certamente se l'esportazione superi talmente l'importazione da far affluire il danaro nel nostro Stato. In questo caso io non vedo che la massima teorica possa ancora essere applicabile.

D'altronde, se noi, come naturalmente siamo portati, anche senza essere servi degli altrui sistemi, se noi volgiamo lo sguardo alla differente posizione di due delle grandi nazioni che ci furono maestre nella via del progresso e della civiltà, vale a dire all'Inghilterra ed alla Francia, noi vediamo, per esempio, riguardo all'Inghilterra, che la ragione per cui al giorno d'oggi essa si è emancipata affatto da qualunque tassa, da qualunque restrizione nell'interesse del danaro, si è perchè essa se n'è liberata non con una cattiva transizione dalla limitazione alla libertà, ma lo fece dopo che da secoli essa talmente estese la sua prosperità commerciale e industriale, la sua navigazione, le sue colonie, da poter dirsi francamente che essa assorbe al dì d'oggi col suo commercio ed attrae a sé i nove decimi dell'oro del mondo. Certamente che, giunta a questo punto, essa ha dovuto vedere la legge restrittiva dell'interesse del danaro diventare per sé un' inutilità. Dove l'oro, dove il danaro è giunto a tanta affluenza, come è possibile che l'interesse ne sorga a una tassa tale da rendersi gravoso alle popolazioni? Certamente questo non poteva più accadere.

Ma non per questo l'Inghilterra tralasciò di gradatamente procedere in questa abolizione. La Camera ha inteso da alcuno degli oratori che mi precedettero, come solo per una scala di gradazioni essa è venuta, da soli due anni, a togliere la tassa degli interessi, cominciando prima però dai prestiti commerciali, e poi venendo ai civili; e ben a ragione.

Infatti, nei prestiti commerciali la libertà è motivata sul rischio che il prestito stesso presenta; sebbene esso non sia come nei prestiti nautici, nei quali tutto riposa sull'esistenza di un bastimento, e quindi sono quelli veri contratti aleatorii; tuttavia anche nei prestiti terrestri commerciali (e per commerciali intendo tutti quelli che si fanno senza una garanzia reale, e così anche i prestiti civili che si danno puramente alla persona) tutti hanno un quid di alea, perchè anche i fallimenti dei negozianti prodotti dalle vicende del commercio sono una specie di naufragio terrestre; è come un bastimento che si perde, se un negoziante fallisce e anche involontariamente defrauda i suoi creditori delle somme loro dovute.

Per conseguenza, questo contratto non avendo alcuna sicurezza, e racchiudendo un'alea in se stesso, giustamente deve esser libero nella fissazione del premio che si dà al mutante, appunto in vista del pericolo che corre il suo danaro.

Ma la cosa è ben diversa quando si tratta di crediti basati sopra una sicurezza ipotecaria e stabile; allora manca quel corrispettivo che può far giusto, onesto e tollerabile qualun-

que più alto interesse che si applichi a questi prestiti. Ed egli è sotto questo rapporto che anche in Inghilterra si cominciò a togliere il limite dell'interesse pel prestito commerciale, e si venne poi dopo a toglierlo al prestito civile, in quanto che l'affluenza del danaro fu tale che anche nel prestito civile l'interesse era caduto talmente per se stesso che era inutile per esso qualunque legge limitativa.

Se la Francia non ha imitato l'Inghilterra, la Francia, che, se non è la prima, è certamente la seconda nel perfezionamento della prosperità industriale e commerciale, essa ne ha avuto certamente le sue buone ragioni, ed è che non si trova, malgrado la sua prosperità, nella posizione in cui si trova l'Inghilterra.

Egli è vero, che la legge che ci si presenta, tal quale è stata formulata dalla Commissione, ha qualche articolo nel quale, implicitamente riconoscendosi il pericolo di dare una piena indipendenza alla fissazione dell'interesse, si è cercato di apporre un antidoto, quale si è quello del diritto alla lesione per tutti i contratti di mutuo, i quali eccedessero la misura legale dell'interesse. Questa disposizione, che qualcheduno ha veduta come una contraddizione al principio dell'indipendenza dell'interesse, non la è per se stessa; non è che il porre il contratto del mutuo sotto la stessa regola generale degli altri contratti, i quali si possono fare a qualunque condizione, ma sono suscettibili dell'azione di lesione, quando ne esistano gli estremi legali. Si può comprare un fondo pel decimo soltanto del suo valore, ma ciò non toglie che non si possa attaccare di lesione il contratto di vendita; così è della locazione, così è di tanti altri contratti in genere.

Sotto questo rapporto adunque non vedrei nessuna contraddizione tra il principio sanzionato dalla legge, e questa particolare disposizione.

Piuttosto vedrei che quella misura non può produrre per se stessa un grande effetto nel rimediare agli inconvenienti che possono nascere attualmente dall'applicazione della massima; ed è che, siccome generalmente in tutti i contratti di mutuo a termine il termine è stabilito a favore del debitore, il quale ha sempre diritto di restituire il suo danaro anche prima della scadenza del termine, dal momento che il mutuatario per far rescindere il suo contratto deve restituire il capitale, nè può imputare sul capitale gli interessi pagati che oltrepassassero la misura legale, certamente esso non ha bisogno allora di un'azione di lesione per togliersi il gravame di questo contratto così oneroso. Egli non ha che ad offrire e depositare al suo creditore il capitale, e in questo modo, anche prima del termine, è sciolto da qualunque impegno. Quindi sarebbe in certo modo inutile una tale disposizione. Vero è che l'azione di lesione, secondo è previsto dal progetto di legge, può essere utile nel caso in cui il termine del mutuo sia stato pattuito tanto a favore del mutuante che del mutuatario. Ma questo caso, che può darsi, è però ben eccezionale, e, per verità, non avrebbe neppur bisogno di una disposizione espressa che istituisca un'azione speciale di lesione per poter giungere allo stesso fine, perchè basterebbe allora che si stabilisse che, nei contratti di mutuo i quali eccedono la tassa legale dell'interesse, la fissazione del termine alla restituzione s'intenderà sempre a vantaggio del solo debitore, nonostante qualunque dato in contrario.

Ed in questo modo è tolto anche il pericolo che il mutuatario, aggravato di una tassa convenzionale enorme d'interesse, non possa liberarsene, se non se mediante un giudizio di lesione, sempre molesto e dispendioso.

Ma, io ripeto, nel mentre ammetto la verità della massima che il danaro può considerarsi teoricamente come una merce,

osservo però che bisogna scegliere il vero momento della sua applicazione, e studiare se il paese, nello stato attuale, sia suscettivo di avere dei vantaggi da questa legge innovatrice.

Io dico poi che si potrebbe in ogni caso pensare del pari a prevenire gli inconvenienti che potessero venirne immediati dopo la promulgazione di questa legge, quand'anche essa avesse col tempo a fruttarci dei grandi vantaggi.

Ognun vede che, al momento attuale, questa legge troverebbe nello Stato una quantità considerevolissima di debiti ipotecari fruttiferi, in parte scaduti, in parte prossimi a scadenza; forse anche la maggior parte saranno di già scaduti, i quali si vanno mano mano protraendo a misura che il creditore trova la sua convenienza a percevere questo interesse, e lasciare tranquillo il debitore per la restituzione. È certo che alla promulgazione di questa legge si risveglierà la cupidigia del maggior guadagno in tutti questi creditori.

Mi si dirà: ma possiamo far assegno sopra il disinteresse di molti?

Ora, io dico, è egli giusto lo avventurare una legge sopra la speranza di un principio morale puramente virtuoso, mentre noi con questa legge offriamo un'esca così forte alla cupidigia dell'oro, alla bramosia di arricchirsi al più presto possibile? Mai no, certamente!

Ora dunque, quale possiamo noi temere che sia per essere l'inconveniente immediato di questa legge? Quello di vedere una infinità di debitori di mutui scaduti, specialmente per somme non al disopra delle 10,000 lire, nella dura circostanza di sottostare o ad una nuova convenzione d'interesse forse doppio di quello che pagano adesso, o di dover restituire il loro capitale immediatamente, cioè a dire essere esposti a liti, a sequestri, ad espropriazioni che non produrrebbero altro che la rovina di molte famiglie gravate di questi debiti. Egli è questo ad evidenza un inconveniente, un grave danno, a cui bisogna provvedere, a cui, se fosse possibile, sarebbe necessario trovare un rimedio.

La speranza che dopo la promulgazione della legge, per effetto della medesima, invece di trovarsi questi debitori nella penosa circostanza di perdere i loro beni, o di soggiacere ad un gravame per loro intollerabile, possa ad essi presentarsi il rimedio di alti capitalisti, i quali offrirebbero loro il danaro a migliori condizioni, è una speranza la quale certamente non c'è insinuata dalla legge stessa, perchè è certo che anche questi capitalisti, potendo impiegare il loro danaro ad un interesse maggiore di quello che si impiegava prima, non saranno certamente così facili ad offrire i loro capitali a più dolci condizioni a chi ne avrà allora bisogno. Ove adunque il voto della Camera fosse per accettare il principio della libertà dell'interesse tale e quale fu proposto dalla Commissione, io crederci che almeno si avrebbe a cercare un tal quale rimedio, onde, se non togliere, diminuire per altro il pericolo di quella catastrofe a cui tanti debitori potessero andare soggetti, qualora si ammettesse la legge.

Sarebbe questo un rimedio che trova una base nella nostra legislazione stessa, nel Codice civile. L'articolo 1534 dice che i tribunali nel condannare al pagamento di somme hanno la facoltà di accordare dei termini, delle more secondo le circostanze; lo stesso articolo stabilisce però anche un limite a questa facoltà accordata ai tribunali, vale a dire che la mora non oltrepassi la metà del termine portato dal contratto. Parmi anzi che quest'idea sia stata messa innanzi anche dalla stessa Commissione, la quale, coll'aver proposto l'articolo 6 relativo all'azione di lesione che ammette nei contratti di mutuo eccedenti l'interesse legale, autorizza i tribunali a stabilire un ter-

mine alla restituzione del capitale, purchè non sia maggiore di mesi sei.

Partendo adunque da questo principio, avendo già una base nella legislazione, vi sarebbe luogo, nel caso particolare dell'emanazione della legge la quale togliesse qualunque limite all'interesse, a provvedere alle circostanze di tutti i debitori che già esistono, collo stabilire che per i contratti attualmente esistenti di mutuo e per lo meno che non eccedano le lire 10,000 (e così si provvederebbe alla sorte dei piccoli proprietari), per questi contratti, occorrendo domanda in restituzione della sorte, i tribunali siano autorizzati ad accordare una mora, la quale possa giungere sino ad un determinato tempo; per esempio, onde rendere proficua questa mora si potrebbe stabilire un biennio.

Io pongo innanzi questa idea anche per la ragione che da molti oratori si osservava che, prima di accordare questa piena libertà alla fissazione dell'interesse, convenisse lasciare che si attuassero quelle istituzioni di credito, le quali possono presentare un preservativo all'abuso di questa legge, e non lasciar troppo campo alla cupidigia; lasciare che si fondino le società del credito fondiario e che si amplii quella del credito mobiliare, che in sostanza la società presenti dei mezzi pei quali i debitori, senza essere aggravati da enormi interessi, possano trovare dei capitali ad un interesse modico e sopportabile.

Ecco il motivo per cui troverei che anche nell'aspettativa di questi mezzi ai quali certamente la Camera pensa e per cui vi sono progetti in discussione, in aspettativa di questi progetti si potrebbe con questa facoltà ai tribunali di accordare un discreto termine, certamente sempre maggiore di sei mesi, fare in modo che in questo frattempo i debitori, i quali dovessero restituire i loro capitali, potessero trovare il modo di restituirli senza essere oppressi e schiacciati da un enorme interesse o da una procedura rovinosa e spogliatrice.

Se questa misura si adottasse, non esiterei a concorrere nel progetto della Commissione perchè, mentre ammetto come buona e vera la massima, trovo per altro necessario il pensare ad evitare per quanto è possibile gli inconvenienti. Meno questa limitazione, meno quest'aggiunta alla legge, io certamente per ora dico che inclino al progetto tale e quale è stato adottato dal Senato ed accettato dal Ministero, il quale ha detto chiaramente che si atterrà alla legge sì e come venne formolata dal Senato per non dar luogo ad ulteriori dilazioni.

Ritengo poi che in questa materia tutte le leggi sono di natura temporaria e provvisoria.

Ora, quand'anche noi differissimo ancora per alcun tempo l'adozione del principio assoluto della piena libertà dell'interesse, non per questo ci è tolto di fare, come fece l'Inghilterra, una prima prova, ampliando per ora la tassa degli interessi, disposti sempre, qualora si vedesse che la prosperità nazionale va sempre crescendo, a proclamare fra breve intiera libertà d'interesse.

Tali sono le idee che ho creduto dover presentare alla Camera.

PRESIDENTE. Il relatore che ha l'ultimo la parola, avendovi rinunciato, pongo ai voti la chiusura della discussione generale.

(La discussione generale è chiusa.)

Interrogo la Camera se voglia passare alla discussione degli articoli.

(Si delibera di passare alla discussione degli articoli.)

La seduta è levata alle ore 5.

Ordine del giorno per la tornata di domani:

Interpellanze del deputato Buffa al Ministero sul trattato di pace.